



© IDHAE

Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens – European Bar Human Rights Institute

ISBN **978-99959-970-6-9**

ISSN: **2354-4554**

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*Ces avocats  
assassinés, emprisonnés, persécutés*

***JOURNEE DES AVOCATS EN  
DANGER***

***2020***



**KEEP YOUR HANDS  
OFF THE LAWYERS**



## INTRODUCTION

*L'idée que les gens peuvent être classés dans une catégorie donnée en fonction de leur religion ou de leur culture est l'une des grandes sources de conflit potentiel dans le monde contemporain.*

**Amartya Sen**

*Identité et violence,*

Odile Jacob, 2007 p. 16

La « *Journée de l'avocat en danger* » 2020 a choisi de se consacrer aux avocats du Pakistan. Il y a une première réalité qui s'impose. Au Pakistan, on tue des avocats. Statistiquement peut-être moins qu'au Mexique, au Brésil ou aux Philippines, mais on tue les avocats. Ainsi, de façon cumulative, les avocats pakistanais sont quotidiennement exposés dans l'exercice de leurs fonctions professionnelles au terrorisme de masse, aux attentats ciblés, aux agressions physiques, aux accidents provoqués, aux menaces de mort, aux poursuites les plus improbables et aux intimidations répétées. Force est de le constater, ce sont les avocats des minorités qui paient le plus lourd tribut. On ne tue pas seulement les avocats chiites, on tue aussi les avocats de la minorité Ahmadië voire Hindoue, mais aussi, les avocats Musulmans qui défendent les droits de l'homme et la promotion des valeurs démocratiques et notamment ceux qui défendent les accusés de blasphème, comme Rashid Rehman. Mais plus encore, on y tire délibérément sur des avocats parce qu'ils sont avocats, comme sur le bâtonnier de Dakha, tombé sous les balles de la police et tous les autres tués dans une salle d'audience ou ailleurs, par leur adversaire ou leur client. Les avocats n'ont le droit de défendre qu'en acceptant le risque de le payer de leur vie.

Ainsi, alors que plus de 100 avocats y ont été assassinés depuis 2007 – dont 60 pour la seule année 2016 – le Pakistan aura encore connu 10 morts supplémentaires en 2019<sup>1</sup>. Il y avait eu 9 morts en 2018. Dix en 2017. Sept avocats en 2015, et 13 en 2014, alors que 20 avocats avaient été tués au Pakistan pour la seule l'année 2011. Sans compter les tentatives d'assassinat auxquelles ont miraculeusement réchappé certaines victimes. Le phénomène a atteint une ampleur telle que le barreau Karachi en est venu, depuis 2014, à demander l'autorisation de distribuer à ses membres des armes à feu afin qu'ils puissent se défendre.

Gardons nous de nous fier aux apparences : ce sont toujours des chiffres qu'il faut prendre avec précaution et qui constituent d'ailleurs des « minima connus », sans préjudice d'autres cas cachés ou oubliés. Certes, on rappellera que pour la seule année 2018, plus de 30 avocats ont été tués au Mexique (qui ne compte que 130 millions d'habitants), 18 au Brésil et 12 « seulement » aux Philippines (pour un pays de 100 millions d'habitants qui contient la moitié de la population du Pakistan) en 2018, parce que quatre d'entre eux ont miraculeusement réchappé aux balles des sicaires. Ce sont bien 16 avocats qui y avaient été promis à la mort.

---

<sup>1</sup> On comptabilise parfois à tort Naila Amjad, tuée en janvier 2019, au Pendjab, alors que le mari a reconnu être le commanditaire de l'assassinat.



On a déjà dit le caractère limité de cet effort statistique. Et il ne s'agit pas ici d'entrouvrir une discussion sur les chiffres ou une comparaison à connotation macabre. En outre, sauf cas exceptionnel (comme au Baloutchistan), il ne s'agit pas d'imputer ici, les assassinats aux États sur le territoire desquelles ils sont commis. Leur responsabilité est autre. Elle est dans leur inertie, leur laisser-faire dans le maintien de l'impunité, dénoncé par tous les présidents de barreaux qui ne peuvent qu'inciter et renforcer la poursuite de ces meurtres en série.

D'une façon générale c'est aux minorités que s'attaquent la plupart du temps des groupes extrémistes ou terroristes avec lesquels il faut vivre tous les jours faute de pouvoir les éradiquer. Au nom de la religion.

Les années 2011–2017 avaient été marquées notamment par une véritable hécatombe frappant les avocats de la minorité chiite qui constitue un cinquième de la population pakistanaise, le reste des 200 millions d'habitants étant très majoritairement sunnite. Plusieurs centaines de chiites ont été tuées dans le cadre d'attaques confessionnelles et les avocats ont été particulièrement exposés. Car les avocats chiites défendent naturellement et publiquement des clients chiites et s'exposent, par la même, immédiatement à la vindicte de l'intolérance adverse et à l'action terroriste des sectes extrémistes sunnites. Les abattre, c'est croire priver celui que l'on honnit du moyen de se défendre. C'est vouloir faire taire la voix de l'adversaire. Dans tous les cas, il s'agit d'un même amalgame, d'une même assimilation de l'avocat à la cause qu'il défend, à la personne qu'il représente, et c'est cette identification qui en fait une cible. L'avocat est visé pour ce qu'il soutient, pour ce qu'il plaide et ce qu'il défend.

On ne tue pas seulement les avocats chiites, désormais lourdement décimés ou enfuis, au Pakistan. Depuis 2017, la cible semble être à nouveau devenue désormais l'avocat Ahmadi - courant de l'islam fondé en 1889 en Inde par Mirza Ghulam Ahmad - considéré comme hérétique en vertu de la loi pakistanaise. Les sentiments hostiles contre les 5 millions d'ahmadis sont alimentés par différents groupes religieux. D'une façon générale, la minorité hindoue également et maltraitée. Et au-delà des disparités de cibles, c'est la même haine qui arme les gâchettes.

### *Les martyrs du blasphème.*

Selon les termes du Code pénal pakistanais, toute personne ayant profané le nom du Prophète Mahomet encourt la peine capitale. Depuis plusieurs décennies, des organisations de la société civile et de défense des droits de l'homme notamment, ont réclamé l'abrogation des lois sur le blasphème, mais les gouvernements successifs s'y sont refusés. Plus encore, les efforts jusqu'alors déployés semblent avoir été abandonnés à la suite de l'assassinat, en janvier 2011, du gouverneur de la province du Pendjab, Salman Taseer, qui s'était publiquement prononcé contre l'utilisation abusive des lois et avait prôné la nécessité de les réformer. Deux mois plus tard, ce fut au tour du ministre fédéral des affaires des minorités, Shahbaz Bhatti, d'être abattu précisément parce qu'il réclamait des modifications des textes sur le blasphème.

On ne sait que trop que ces lois, qui sont censées « protéger l'islam et les sensibilités religieuses de la majorité musulmane », sont formulées en des termes vagues et sont le plus souvent aujourd'hui utilisées de manière arbitraire par la police comme par les autorités judiciaires, pour faire taire les opinions libérales. Elles sont devenues un outil pratique dans les mains des extrémistes musulmans, pour calomnier les

opposants pour leur protection et les intérêts personnels. Elles sont ainsi utilisées pour étrangler la liberté d'expression et de pensée et même l'adoption de la croyance. Les cas de blasphème contre la minorité chrétienne et contre les avocats fournissent la meilleure illustration de ce qu'elles sont un instrument de répression, voire de vengeance. Les musulmans eux-mêmes ne sont pas à l'abri de la délation. Ainsi a-t-on pu voir, en mai 2014 après une manifestation contre la détention arbitraire d'un de leurs confrères, 68 avocats mis en accusation pour « blasphème », sur la simple plainte d'un membre d'un groupe religieux extrémiste. Rien ne suscite plus d'indignation au Pakistan que l'accusation de blasphème : une simple allégation suffit à mettre en péril la vie d'un citoyen. De nombreuses personnes ont été assassinées à la suite de vagues imputations de blasphème à leur encontre. Les juges sont terrifiés à l'idée de prononcer des acquittements, craignant d'être à leur tour pris pour cible. Les lois entretiennent ainsi une atmosphère pesante de délation et de terreur.

La lutte contre le blasphème a été notamment le combat d'avocats chrétiens au Pakistan. Les chrétiens n'y représentent que 1,59% des 200 millions d'habitants que compte le Pakistan. Plusieurs avocats ont été au cours des ans les héros sacrifiés de la défense qu'ils ont assurée pour les chrétiens accusés de blasphème au Pakistan. Tous n'ont d'abord cessé de recevoir des menaces, pour eux et leurs familles, comme Joseph Francis, qui s'est efforcé, depuis 1992 au prix de menaces constantes, de procurer une assistance gratuite aux accusés de blasphème, alors qu'auparavant les avocats chrétiens semblaient se refuser à prendre ce type d'affaires. D'autres, après avoir connu menaces, souffrances, avanies et plusieurs attentats contre leur vie et celle de leur famille, n'ont eu d'autre recours que de quitter le pays. En 2011, Parvez Aslam Choudhry, après avoir miraculeusement échappé à plusieurs tentatives d'assassinat depuis 2006, a dû être exfiltré d'urgence et trouver asile dans un pays tiers. En 2017, ce fut au tour de Sardar Mushtaq Gill de solliciter l'asile auprès du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Au contraire, Rashid Rehman, un avocat de Multan, qui n'a pas voulu partir, l'a payé de sa vie. En 2014, il a été abattu dans son bureau après avoir accepté de défendre le professeur d'université, Junaid Hafeez, accusé de blasphème, qui a depuis été condamné à la pendaison en décembre 2019. Plus récemment, des avocates chrétiennes, comme Aneeqa Maria Anthony ou Jacqueline Sultan, ont repris le combat quotidien dans les salles d'audience en acceptant les mêmes risques. Car au Pakistan, pour défendre il faut accepter de mourir.

Fort heureusement, au nom d'une certaine idée de l'État de droit, il y a aussi des avocats de confession musulmane qui n'hésitent pas à s'engager pour défendre. Parmi eux, la haute figure de Saif ul-Malook, qui, ignorant les menaces, a fini par arracher en 2018. Asia Bibi, une mère chrétienne de cinq enfants, condamnée à mort en avril 2011, à son sort mortel devant la cour suprême et à qui quelques voix seulement ont fait défaut pour le consacrer lauréat du prix Ludovic Trarieux 2019.

Pour mesurer leur courage, il convient de rappeler que l'annonce de l'acquiescement d'Asia Bibi, a provoqué la fureur des milieux islamistes radicaux. Des manifestations contre la décision ont éclaté à travers tout le pays et de nombreux groupes islamistes radicaux qui appelaient à la mort immédiate, sont descendus par milliers dans les rues et ont bloqué de nombreuses routes, les trains et les écoles, criant des menaces de mort et appelant l'armée à la mutinerie. Après trois jours de troubles, le gouvernement avait été contraint de conclure un accord avec les islamistes de



Tehreek-e-Labbaik afin de permettre l'examen d'un recours en révision déposé par un religieux contre l'acquittement et pour empêcher Asia Bibi de quitter le pays.

### ***Le carnage du Baloutchistan***

Au Baloutchistan, la plus vaste et la plus pauvre des provinces du pays, il existe une répression militaire latente continue et une violence endémique entretenue par deux nombreux groupes armés islamistes, confessionnels ou séparatistes. Un degré paroxystique a été atteint, en 2016, avec le carnage de Quetta, lorsqu'un attentat terroriste visant les avocats qui veillaient leur bâtonnier assassiné, entraîna la mort de quelques 60 d'entre eux.

Depuis de nombreuses années, on sait par les rapports, notamment de Human Rights Watch, que sévissent des disparitions généralisées des militants présumés et réels par les militaires, les agences de renseignement et les unités paramilitaires frontalières des « Frontier Corps » au Baloutchistan . On a pu ainsi dénombrer 45 cas présumés de disparitions forcées, survenues pour la plupart en 2009 et 2010, c'est-à-dire depuis que le Pakistan est retourné à un régime civil en 2008. Au nombre de celles-ci, figurent trois avocats, Ali Sher Kurd et Zaman Khan Marri, enlevé à l'été 2010 et retrouvé mort après avoir été torturé et Munir Mirwani, qui n'a jamais réapparu depuis.

La lutte pour l'État de droit, conforme au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, est une œuvre toujours recommencée au Pakistan. Cet engagement a mis en lumière des des avocats de haut profil, comme Asma Jahangir et Hina Jilani, mais aussi les présidents et notamment les anciens président nationaux du conseil du barreau pakistanais, Atizaz Ahsan, Ali Ahmed Kurd, Tariq Mahmood, Munir A. Malik, qui en 2007 ont accepté de subir les affres de la prison pour défendre une certaine idée du droit et de l'indépendance de la magistrature face au président Musharraf. Grâce à leur action, après quatre mois d'aliénation de leur liberté ils ont obtenu la réintégration du président de la cour suprême limogé dans ses fonctions. Parmi les avocats assassinés, on notera que figurent d'éminents défenseurs de l'État de droit et des droits fondamentaux, comme Malik Jarar Hussain, ancien vice-président de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan (HRCF), ou Rashid Rehman, coordonnateur régional de cette même Commission. Asma Jahangir a connu des menaces récurrentes.

D'une façon générale, il existe—certes comme ailleurs—un phénomène plus quotidien, plus sournois, qui plane sur tous les avocats. La vie d'un avocat y semble en péril dès que celui-ci accepte de prendre un dossier. Il n'y a pas que dans les procès de blasphème que des avocats de la défense ont été tués devant ou à l'intérieur d'un tribunal. L'avocat est menacé, souvent par la partie adverse ou par son client. Des témoins et des proches de victimes ont dû entrer dans la clandestinité. Dans de nombreux cas, des avocats ont été identifiés à leurs clients et à leurs causes. Les litiges liés à la propriété foncière, semblent exacerber les réactions irrationnelles et mortifères et se terminer parfois par ce réflexe primaire consistant à croire qu'en supprimant l'avocat, on supprime le bien-fondé la thèse de l'adversaire. À plusieurs reprises, on s'est entre-tué dans les prétoires.

Au delà, au Pakistan comme ailleurs, il ne fait pas bon d'être avocat. Nombre de présidents, de bâtonniers, anciens bâtonniers, secrétaires généraux, élus des barreaux, ont payé de leur vie leur action au service du droit. Parmi eux, notamment, les

bâtonniers du Baloutchistan et du barreau de Daska, les anciens bâtonniers des barreaux du Sindh, de Malir, de Shabqadar, de Samundri. Ou encore le secrétaire général du barreau du district de Tank, ainsi qu'un ancien président du Conseil du Barreau du Pakistan (PBC), etc.

Il est donc juste pour la « *Journée de l'avocat en danger* », de célébrer, non pas uniquement les souffrances de tant d'avocats morts du Pakistan, mais également l'engagement et la défense des valeurs qui ont précipité leur fin tragique, parce qu'ils ont voulu demeurer avocats dans la tourmente. A contrario, on ne peut que déplorer ici davantage, que certains barreaux puissent, en proie à l'indignation et à l'émotion que suscitent l'horreur de certains crimes se rendre coupables de la faute suprême qui consiste à renier ses propres principes,. Tels ces barreaux du Pakistan en proie à l'émotion insoutenable causée par la mort d'un avocat, en prenant une délibération pour interdire à ses membres d'assurer la défense du coupable. Prohibition qui, au demeurant, heurte l'éthique, même si on le sait elle demeure, sans véritable portée pratique, puisqu'on le sait, là encore, les coupables ne seront jamais jugés.

Mais on ne saurait passer sous silence l'indéfectible solidarité qui unit ce que l'on appelle justement la « fraternité judiciaire » au Pakistan. Qu'un avocat soit malmené, arrêté, pis encore, tué et c'est alors immédiatement une chaîne de soutien qui se met en œuvre. Des barreaux tout entiers, dans leurs costumes auquel ils ajoutent des brassards noirs, défilent et protestent dans les rues, conspuent les pouvoirs, centraux ou locaux, pour rappeler leur incapacité à garantir leur sécurité. La grève des audiences est aussitôt proclamée, parfois pour plusieurs jours. Souvent, on hisse des drapeaux noirs sur les bâtiments judiciaires. Les barreaux voisins s'associent au mouvement tandis que le barreau national ordonne et organise parfois le boycott du fonctionnement judiciaire. C'est une fière et véhémence indignation qui s'exprime ainsi, parfois dans certains cas isolés jusqu'à l'excès. À cet instant, nul ne demande compte à la victime de ses actes, de ses opinions ou de sa religion. Ne songeant qu'à ce qui les unit, ils revendiquent leur fière conscience de ce qu'ils sont le dernier rempart de l'État de droit.

Bertrand FAVREAU



## Éphéméride 2007–2019

- 9 juin 2007: Parvez Aslam Choudhry, président de Legal Aid for the Destitute and Settlement (LADS), menacé et harcelé après avoir été victime d'une tentative d'assassinat.
- 3 novembre 2007: Asma Jahangir et Hina Jilani placées en résidence surveillée.
- 3 novembre 2007: Arrestations des présidents de l'Association du barreau de la cour suprême (SCBA), Atizaz Ahsan, Tariq Mahmood, Munir A. Malik.
- 2 janvier 2008 : Les deux filles d'Asma Jahangir attaquées et menacées par des hommes du parti au pouvoir.
- 2 février 2008 : Aitzaz Ahsan, Ali Ahmed Kurd, et Tariq Mahmood arrêtés de nouveau deux jours après avoir été libérés d'une première détention de trois mois.
- 8 avril 2008 : Aggressions et menaces de mort contre Parvez Aslam Choudry.
- 9 mars 2009 ; Anis A.A. Saadi enlevé et torturé, contraint de quitter le Pakistan
- 6 avril 2009 : Parvez Aslam Choudhry échappe de justesse à une nouvelle tentative d'agression.
- 10 août 2009: Rao Zafar Iqbal, échappe de justesse à d'une tentative d'assassinat après une fatwa.
- 1er février 2010 : Kachkol Ali, en danger de mort, obligé de fuir le Pakistan et de demander l'asile politique en Norvège.
- 2 février 2010 : Nouvelles menaces de mort envers Parvez Aslam Choudhry.
- 28 juin 2010 : Munir Ahmed Mirwani, secrétaire Général de l'Association du barreau de Jhalawan, enlevé par des agents de renseignement pakistanais, et disparu depuis.
- 14 juillet 2010 : Jalib Habib Baloch, avocat à la Cour Suprême et ancien sénateur du Baloutchistan, abattu dans la ville de Quetta.
- 30 juillet 2010 : Nouvelles attaques à la voiture bélier contre Parvez Aslam Choudhry, président de Legal Aid for the Destitute and Settlement (LADS).
- 6 septembre 2010 : Assassinat après son enlèvement de l'avocat baloutche, Zaman Marri.
- 21 septembre 2010 : Ali Sher Kurd, avocat, écrivain et poète, enlevé à Quetta retrouvé assassiné trois jours plus tard.
- 10 octobre 2010 : Parvez Aslam Choudhry et sa famille, obligés de se cacher pour échapper à une traque accompagnée de menaces de mort.
- 21 mars 2011: Hanif Khan, membre du Awami National Party, assassiné à Karachi.
- 5 avril 2011: Joseph Francis, avocat et fondateur du Centre for Legal Aid Assistance and Settlement (CLAAS), menacé de mort pour sa demande d'abrogation des « lois sur le blasphème ».
- 24 avril 2011: Rana Shamshad Ahmed, attaqué et blessé par des hommes en arme près de sa résidence.
- 28 avril 2011: Ali Mohammad Dahiri ancien vice-président du Sindh Bar Council SBC, abattu à Nawabshah.
- 29 avril 2011: Liaquat Qureishi, abattu en pleine rue à Karachi.
- 5 mai 2011: Parvez Aslam Choudhry exfiltré en Thaïlande.
- 21 mai 2011: Altaf Hussain et Nazar Abbasi – deux frères – abattus alors qu'ils se rendaient au tribunal.
- 31 mai 2011: Mohammed Kamal, abattu alors qu'il était assis devant sa résidence de Model Colony.
- 13 juin 2011: Zia Alam, membre du Pakistan People`s Party, abattu par balles au nord de Karachi.



- 11 juillet 2011: Malik Mabroor Ahmad, un avocat Ahmadi, abattu à bout portant près de son bureau à Nawab Shah, Sindh.
- 23 juillet 2011: Mukhtar Abbas Bukhari, abattu d'une balle dans la tête en revenant de son cabinet.
- 27 juillet 2011: Mohammad Junaid, avocat auprès de la Haute Cour du Sindh, assassiné à Gulberg.
- 28 juillet 2011: Mohammad Saleem Bhatti et Fahim Riaz Siddiqi abattus, alors qu'ils rentraient chez eux en voiture.
- 25 août 2011: Mohammed Murtaza Chinoy, abattu par deux hommes à l'intérieur de son cabinet.
- 17 octobre 2011: Inamur-Raheem, officier à la retraite devenu avocat qui recense pro deo les cas de personnes disparues, victime de menaces.
- 23 décembre 2011: Mohan Lal Menghwar, avocat de la communauté hindoue, enlevé et disparu.
- 7 janvier 2012 : S. K. Chaudry, avocat d'Asia Bibi, menacé de mort.
- 9 janvier 2012 : Nasrullah Warraich, ancien président du Conseil du Barreau du Pakistan (PBC) abattu à Lahore.
- 11 janvier 2012 : Maqboolur Rahman, avocat à la Haute Cour du Sindh, assassiné à Jamshed.
- 25 janvier 2012: Badar Munir Jafri, Shakeel Jafri, Kafeel Jafri and Babar Ali Jafri. Trois avocats chiites tués et un quatrième blessé dans une attaque sectaire à Karachi.
- 24 mars 2012 : Deux avocats chiite, Salahuddin Haider Jafri et son fils, Ali Raza Haider Jafri, abattus à Malir.
- 3 avril 2012 : Abid Hussain, assassiné dans un attentat ciblé contre les avocats.
- 4 juin 2012 : Complot d'assassinat présumé contre Asma Jahangir, présidente du barreau de la Cour Suprême.
- 12 octobre 2012 : Tentative d'assassinat contre l'avocat chiite, Mirza Waqar Hussain
- 19 octobre 2012 : Shakir Ali Rizvi, assassiné à Lahore.
- 4 décembre 2012 : Masood Abid Naqvi, grièvement blessé dans un attentat ciblé près de la Haute Cour de Lahore.
- 7 février 2013 : Furqan Ahmad, torturé au commissariat de police de Gulberg à Peshawar.
- 8 février 2013 : Malik Jarar Hussain, ancien vice-président de Human Rights Commission of Pakistan (HRCP) assassiné à Peshawar.
- 8 février 2013 : Mian Muhammad Tariq, abattu à Karachi, capital du Sindh.
- 8 février 2013 : Saleem Raza, retrouvé assassiné à Lahore alors qu'il venait plaider devant la Haute Cour.
- 18 mars 2013 : Zahir Abbas Naqvi, abattu en se rendant au tribunal de à moto avec son collaborateur, Ghulam Nabi Shah, lui-même blessé.
- 28 mars 2013 : Chaudhry Aslam, avocat auprès de la Cour suprême, abattu près de Fauji Fondation de l'Hôpital de Rawalpindi. – 3 mai 2013 : Shakeel Ahmed Jan Bangash et Ali Ahmed Jan abattus par des inconnus dans une attaque ciblée à Karachi.
- 22 mai 2013 : Zain Ghaffar, assassiné à Lahore.
- 28 mai 2013 : Kauser Saqlain, abattus avec ses deux fils alors qu'il les amenait à leur école.
- 23 juin 2013 : Sardar Mushtag Gill, menacé pour son assistance à trois femmes chrétiennes, qui ont été déshabillées et ont défilé dans la rue.
- 29 juillet 2013 : Menaces de mort et intimidations à l'encontre de Sardar Mushtag Gill, militant contre les lois sur le blasphème.
- 28 août 2013 : Arshad Ali Shah, abattu dans un attentat sectaire.
- 26 septembre 2013 : Naimat Ali Randhawa, abattu à Karachi.



- 30 septembre 2013 : Awais Sheikh, l'avocat du prisonnier indien Sarabjit Singh, et sa famille, réfugiés en Suède après avoir reçu des menaces.
- 2 novembre 2013 : Coups de feu devant le domicile de. Sardar Mustaq Gill, à Pattoki Tehsil.
- 11 décembre 2013 : Samiullah Afridi, l'avocat du médecin qui a aidé les Américains à trouver Ben Laden, doit fuir en raison de menaces de mort.
- 9 février 2014 : Rana Abdul, l'avocat de la famille du ministre des minorités assassiné. Shahbaz Bhatti, menacé de mort par les extrémistes.
- 3 mars 2014 : Rao Abdul Rashid, Tanveer Ahmed Shah et Fizza Malik, tués lors d'une attaque contre le Palais de justice d'Islamabad.
- 2 avril 2014 : Menaces et intimidations à l'encontre de Sardar Mushtaq Gill, menacé de perdre sa licence d'avocat.
- 10 avril 2014 : Waqar ul Hassan Shah, assassiné à Karachi.
- 11 avril 2014 : Sardar Ameer Khan, tué devant l'entrée du Tribunal de Rawalpindi.
- 12 avril 2014 : Ghulam Haider, assassiné rue Martin dans la ville de Karachi à Jamshed.
- 3 mai 2014 : Mohammad Idris et son chauffeur tués dans Orangi à Karachi.
- 7 mai 2014 : Rashid Rehman abattu dans son bureau de Multan parce qu'il défendait un professeur d'université accusé de blasphème.
- 23 juillet 2014 : Moubarak Raza Kazmi, assassiné à Karachi.
- 3 décembre 2014 : Attentat contre Shahbaz Gormani, le nouvel avocat du professeur Junaid Hafeez, accusé de blasphème.
- 16 janvier 2015 : Fayyaz Hussain Shah et ses deux neveux assassinés à Rawalpindi.
- 4 mars 2015 : Ali Hasnain Bukhari, avocat chiite qui défendait des militants du Muttahida Qaumi Movement (MQM), abattu à Karachi.
- 17 mars 2015 : Samiullah Afridi, l'avocat du médecin qui permit aux Américains de retrouver Ben Laden au Pakistan, assassiné près de Peshawar.
- 25 mai 2015 : Rana Khalid Abbas, président du barreau de Daska, et Irfan Chohan abattus par la police parce qu'ils manifestaient devant un bâtiment municipal à Daska. Trois autres avocats, Zohaib Sahi, Sami Ullah Malhi et Rana Asad, blessés.
- 7 juillet 2015 : Wakil Sahib Khan Kanasaro, abattu à Khairpur.
- 10 juillet 2015 : Shahbaz Gurmani, menacé de mort avec injonction de se retirer immédiatement de l'affaire du professeur Junaid Hafeez.
- 3 août 2015 : Ashfaq Qaimkhani, assassiné à Karachi près de Gulshan-e-Iqbal.
- 28 août 2015 : Amir Haider Shah, ancien secrétaire du barreau de Karachi, assassiné à Karachi.
- 21 janvier 2016 : Aric John, intercepté sur la route de la Cour de Lahore et menacé parce qu'il défend des chrétiens accusés de blasphème pour « LEAD ».
- 29 février 2016 : Sardar Mushtaq Gill, sous le coup victime– 6 mai 2016 : Atif Zaidi et Ali Muntazir, membres de la communauté chiite, tués dans une attaque ciblée sur Gird Road, dans le district DI Khan.
- 11 juin 2016 : Sajid Chaudhry, abattu en se rendant au barreau du district à Gujrat.
- 6 juillet 2016 : Shahid Abbas Shirazi, abattu à Dera Ismail Khan, dans la province de Khyber.
- 2 août 2016 : Jahanzaib Alvi, abattu par des hommes armés dans le quartier de Faisal à Quetta, au Baloutchistan.
- 8 août 2016 : Assassinat de Bilal Anwar Kasi, président du barreau du Baloutchistan (Balochistan Bar Association -BBA).
- 8 août 2016 : 54 avocats réunis à l'hôpital de Quetta après la mort du président du barreau du Baloutchistan tués dans un attentat-suicide. 92 avocats blessés.
- 8 août 2016 : Sardar Mushtaq Gill, obligé de demander l'asile au Sri Lanka auprès du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.



- 14 octobre 2016 : Khalil Tahir Sindhu, un des avocats d'Asia Bibi, menacé après l'audience.
- 24 décembre 2016 : Habibullah, tué dans son cabinet à Lahore pour un différend dans un litige foncier.
- 4 février 2017 : Irfan Mushtaq Khokhar et Muhammad Afzal, abattus par un autre avocat lors d'un différend patrimonial à Shahdara.
- 7 février 2017 : Aneeqa Maria Anthony, menacée parce qu'elle défend des accusés de blasphème.
- 4 mars 2017 : Mohammed Jan Gigyani, abattu dans un attentat ciblé à Shabqadar, dans le district de Charsadda.
- 30 mars 2017 : Malik Saleem Latif, membre de la minorité Ahmadi, abattu à Nankana Sahib dans le district du Pendjab.
- 12 mai 2017 : Menaces de mort contre Jacqueline Sultan, avocate de la Haute Cour et membre du Conseil du barreau de Karachi, défendant les personnes accusées de blasphème.
- 16 mai 2017 : Alia Shehzadi, abattue à Hiran Minar, Sheikhpura.
- 29 mai 2017 : Zaib Alam, l'ancien vice-président du barreau abattu à Mardan.
- 20 juin 2017 : Violences physiques et menace contre Shabbir Hussain, Usama Malik et Noor Ejaz Chaudhry.
- 21 août 2017 : Mandat d'arrêt contre le président du barreau de Multan, Sher Zaman Qureshi, pour outrage à magistrat.
- 9 octobre 2017 : Rauf Ahmad Thakur, sa femme et son fils de 2 ans abattus dans le jardin Rehman à Sheikhpura.
- 26 octobre 2017 : Muqadar Khan, avocat de Takht Bhai, abattu à Mardān.
- 15 novembre 2017 : Muhammad Adil et sa famille, abattus à Nawan Killi, Quetta.
- 11 décembre 2017 : Satyawan Malik, abattu par quatre jeunes à l'extérieur d'une pharmacie dans la ville de Haryana à Rohtak.
- 5 février 2018 : Meurtre de Muhammad Idrees, dans le sud du Waziristan.
- 7 février 2018 : Pervez Akhtar Cheema, abattu dans sa voiture en se rendant à une audience à Sheikhpura.
- 20 février 2018: Rana Ishtiaq et Owais Talib, tués lors d'une audience au palais de justice de Lahore.
- 30 mars 2018 : Zainullah Khan, membre de l'association du barreau du district, tué par balle à Swabi.
- 31 mai 2018: Sanam Umrani, abattue à son domicile dans le district de Jacobabad.
- 6 juin 2018: Zamin Khan Kakar, enlevé et retrouvé mort dans la région de Ziarat Cross, à Quetta, au Baloutchistan.
- 13 août 2018: Yasir Zikyria abattu par des inconnus à Dera Ismail Khan.
- 24 décembre 2018 : Azam Kundi, le secrétaire général du barreau local de Tank, abattu par des assaillants à moto au bazar d'Imamkhel.
- 7 janvier 2019 : Niazmeen Shah abattu en plein jour dans un bazar bondé du quartier de Nauthia à Peshawar.
- 11 janvier 2019 : Naila Amjad tuée dans une fusillade à Hafizabad, au Pendjab.
- 1er mars 2019 : Asif Hussain, abattu près de Parachagan Banda sur la route de Hangu à Kohat.
- 30 mai 2019 : Ghazanfar Ali Warraich, ancien bâtonnier de Samundri, abattu à Faisalabad
- 15 juillet 2019 : Malik Dilawar Hussain, assassiné devant son domicile
- 11 octobre 2019 : Muhammad Saeed Khan, tué alors qu'il ouvrait la porte de son domicile à Chakdara Khas.



- 23 octobre 2019 : Plainte de Nasreen Irshad, avocate au barreau de Depalpur, kidnappée par trois hommes qui l'auraient forcée à signer des papiers vierges à Haveli Lakkha.
- 27 octobre 2019 : Mohammad Imran Khan, abattu à Bannu, dans le district Dera Ismail Khan.
- 27 octobre 2019 : Malak Iqbal Khiara, abattu près de Draban Khurd dans le district Dera Ismail Khan.
- 29 novembre 2019 : Humayun été tué d'une balle dans la tête, à Bahawalpur.
- 4 décembre 2019 : Sajjad Hussain Dhadhra abattu par deux hommes à moto sur la route de Paris dans le secteur de Kotwali, à Sialkot.
- 9 décembre 2019 : Ram Pravesh Singh abattu près de son domicile à Ranchi.
- 10 décembre 2019 : Shafiq Ahmed, à nouveau enlevé par une demi-douzaine de personnes en civil, à Okara, dans la province du Pendjab.
- 17 décembre 2019 : Inamur Raheem, connu pour avoir défendu les personnes arbitrairement détenues, enlevé à Rawalpindi.

## Portraits

### 1. Asma Jahangir

– 4 juin 2012 *Complot d'assassinat présumé contre présidente du Barreau de la Cour Suprême.*



Décédée en mars 2018, Asma Jahangir a été Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de 1998 à 2003, et Rapporteuse Spéciale sur la liberté de religion et de conviction de 2004 à mi-2010. Elle a été élue en 2010 pour un mandat de deux ans à la tête du Barreau de la Cour Suprême du Pakistan (2010-2012). Elle est l'une des fondatrices et a présidé la Human Rights Commission of Pakistan –HRCP (Commission des droits humains du Pakistan), qui dénonce activement les violations des droits

humains perpétrées par l'armée pakistanaise et les services de renseignements. Elle est actuellement présidente du Barreau de la Cour Suprême.

Asma Jahangir et d'autres membres de la HRCP ont été victimes de menaces répétées et d'actes d'intimidations, et la défenseuse a échappé à une tentative d'assassinat en 1995 et a été assignée à résidence en 2007.

Le 2 janvier 2008 ses deux filles de Asma Jahangir, Muneeza et Sulema, ont été attaquées et séquestrées pendant plusieurs heures avec leurs amis par des hommes armés de la Ligue Musulmane du Pakistan Q (PML-Q), alors qu'elles filmaient pour la chaîne de Geo les posters déchirés et bannières des partis politiques dans la ville de Lahore, après l'assassinat de Benazir Bhutto, tuée le 27 décembre. Elles ont été violemment battues et menacées d'être tuées. Une des filles n'a été sauvée que grâce à l'intervention de leur mère, qui a été elle-même menacée par des hommes en armes qui l'ont insultée.

Le 4 juin 2012, la Commission des droits de l'homme du Pakistan a alerté les ONG sur des informations faisant état d'un complot fomenté par les forces de sécurité pakistanaises pour tuer sa fondatrice, Asma Jahangir alors qu'elle était élue présidente du Barreau de la Cour Suprême (SCBA). Asma Jahangir, a reconnu, lors d'un entretien télévisé le 4 juin 2012, avoir été informée par une source fiable, qu'elle était la cible d'une tentative d'assassinat, projetée par les plus hautes instances de l'armée pakistanaise et les services de renseignements. Asma Jahangir affirme que les militaires ont décidé « en haut lieu » de la tuer et bénéficie d'une protection redoublée.

## ***2. Aitzaz Ahsan, Ali Ahmed Kurd, Munir A. Malik et Tariq Mahmood.***

*2007 Trois éminents présidents du barreau acceptent d'aller en prison pour la défense de l'État de droit*



Aitzaz Ahsan, le président du barreau de la Cour suprême, (SCBA), qui fut l'un des leaders du mouvement de contestation anti-

Moucharraf, a pris sa qualité d'avocat, la tête du mouvement de défense de l'indépendance de la justice lancé lorsque le président Moucharraf a limogé l'ancien président de la Cour suprême, Iftikhar Mohammed Chaudhry, le 9 mars 2007. Aitzaz Ahsan a réclamé la réintégration dans ses fonctions du président de la Cour dont les arrêts avaient contrarié les plans du pouvoir. Avec les anciens présidents de cette organisation, Ali Ahmed Kurd, Munir A. Malik et Tariq Mahmood, juge à la retraite et ancien président du barreau de la Cour suprême, ils ont animé le mouvement de défense de l'indépendance de la justice et mené une lutte pour l'établissement d'une magistrature indépendante. Le Président avait finalement été réintégré, au bout de quatre mois de lutte, le 20 juillet 2007. Les avocats avaient formé un recours remettant en question l'éligibilité du général à l'élection présidentielle du 6 octobre 2007.

Alors que la plus haute juridiction du pays s'apprêtait à se prononcer sur la légalité de la réélection au suffrage indirect, le Président Musharraf a décrété le 3 novembre 2007 l'état d'urgence. La Constitution a été suspendue et une série de restrictions aux libertés publiques ont été imposées. La Cour suprême était directement visée par la mesure d'exception proclamée. Immédiatement après la déclaration d'état d'urgence, le 3 novembre 2007, les avocats qui avaient présenté ces requêtes, dont Aitzaz Ahsan, Ali Ahmed Kurd, Munir A. Malik et le juge à la retraite Tariq Mahmood ont été arrêtés. Les avocats du barreau de la Cour suprême ont appelé à une grève générale et annoncé des manifestations contre l'état d'urgence et pour la libération des détenus. Les avocats se sont réunis par centaines devant les tribunaux. La réponse policière et militaire ne s'est pas fait attendre. La police pakistanaise a réprimé à coups de bâtons une manifestation et a arrêté plus de 500 avocats dans tous le pays au nom de lois autorisant la détention sans inculpation ni jugement entrées en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence. Aitzaz Ahsan a été libéré le 31 janvier 2008, après avoir été détenu à la prison d'Adyala, à Rawalpindi, mais il a de nouveau été assigné à son domicile, à Lahore, le 2 février, pour un mois supplémentaire. Tariq Mahmood et Ali Ahmed Kurd ont été libérés le 1er mars mais placés en résidence surveillée les 2 et 4 février respectivement.

### 3. *Parvez Aslam Choudhry*

*Après avoir été menacé échapper plusieurs fois la mort il doit s'exiler avec sa famille à Bangkok pour avoir défendu des chrétiens accusés de blasphème*



Parvez Aslam Choudhry, a été jusqu'à 2013, le président de Legal Aid for Destitute and Settlement (LADS), une ONG qui a apporté gratuitement une assistance juridique aux détenus issus de milieux défavorisés et œuvré contre les lois discriminatoires et les textes relatifs au blasphème.

En 2003, il a été agressé alors qu'il défendait Younis Masih<sup>2</sup>, un jeune chrétien condamné à mort pour blasphème. En janvier 2006, une camionnette a percuté son véhicule, lui causant des blessures légères. Les occupants de la camionnette avaient commencé à l'agresser.

Le 11 mai 2006, Parvez Aslam Choudhry a échappé à une tentative d'assassinat. Des agresseurs ont délibérément percuté sa voiture avec un véhicule de livraison, et l'ont propulsé en contrebas dans un ravin d'une douzaine de mètres. L'un des passagers, l'avocat, Rana Javed Rafiq, a été tué sur le coup. Parvez Aslam Choudhry et son confrère Ijaz Victor ont été hospitalisés plusieurs jours. En février et en juillet 2006, il a été menacé avec une arme, parce qu'il continuait à s'occuper d'affaires de blasphème. Lors du procès de Younis Masih, l'avocat du plaignant a menacé de le tuer.

Après de nouvelles menaces de mort, en juin 2007, un juge a ordonné à la police de lui fournir une protection, mais sans suite. Le 6 avril 2008, il a été agressé par la foule alors qu'il venait d'arriver au tribunal. Sa voiture a été endommagée. Il a reçu, entre avril et novembre 2008, des appels téléphoniques anonymes lui répétant qu'il était un « blasphémateur » et que lui et sa famille ne "pourraient pas s'en tirer".

Le 5 avril 2009, la veille du procès en appel de Younis Masih, devant la Haute Cour, Parvez Aslam Choudhry a reçu un appel anonyme lui disant qu'"ils avaient décidé d'en finir avec lui à tout prix et de n'importe quelle façon". Le lendemain, 6 avril 2009, un véhicule a tenté d'entrer en collision avec sa voiture.

Le 2 février 2010, Parvez Aslam Choudhry a reçu un appel d'un interlocuteur anonyme annonçant qu'il ferait exploser son bureau et sa maison. Durant tout le procès, il a dû subir des menaces et des attaques à l'intérieur et à l'extérieur de la Cour par des manifestants extrémistes qui scandaient « qu'ils feraient leur devoir religieux en tuant les blasphémateurs et ceux qui les soutiennent ».

Le 2 octobre 2010, Parvez Aslam Choudhry et sa famille ont été suivis au marché, puis encerclés et escortés dans tous les magasins par quatre jeunes gens portant la barbe et un turban sur la tête. Le 8 octobre, quatre individus étaient venus à son cabinet pour l'avertir que lui et sa famille seraient tués. Le 10 octobre, Parvez Aslam Choudhry a fait savoir qu'il ne pouvait plus résider chez lui en raison des menaces répétées dont il faisait l'objet. Sa famille a été cachée dans un lieu sûr.

Au mois d'avril 2013, Parvez Aslam Choudhry, sa femme, Neelam Shazia, et leurs enfants, ont obtenu le statut de réfugiés aux Etats-Unis après avoir vécu pendant deux ans à Bangkok. Parvez Aslam Choudhry avait dû quitter le Pakistan pour la Thaïlande, le 7 avril 2011, avec l'aide de l'UE.

<sup>2</sup> Masih n'est pas un nom de famille. C'est un surnom qui désigne un chrétien de sexe masculin.

## 4. *Rashid Rehman*

*Le coordonnateur régional de la Commission des droits de l'Homme abattu parce qu'il défendait un universitaire accusé de blasphème*



Le 7 mai, Rashid Rehman, 56 ans, avocat bien connu et coordonnateur régional de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan (HRCP) a été abattu par deux hommes armés qui sont entrés dans son bureau à Multan, dans la province du Pendjab, situé dans le bâtiment de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan (HRCP). Ses tueurs s'étaient présentés comme des clients potentiels. Touché par cinq balles, il a succombé à ses blessures dans l'ambulance qui le conduisait à l'hôpital. Les faits se sont déroulés sous les yeux de ses confrères. L'un de ses associés et un client ont été grièvement blessés lors de la fusillade.

Il avait accepté de défendre un Professeur, Junaid Hafeez, maître de conférences au département d'anglais de l'université Bahauddin Zakriya de Multan, accusé d'avoir diffamé le prophète Mahomet sur sa page Facebook l'an dernier.

Rashid Rehman avait été ouvertement menacé le 9 avril lors d'une audience du Tribunal conduite par le juge chargé de l'affaire de Junaid Hafeez. Les menaces avaient été proférées par plusieurs hommes, dont l'avocat de l'accusation : « *Vous ne serez pas présent à la prochaine audience* » lui avait-on dit, « *car vous ne serez alors plus en vie* ». Face à la totale passivité du juge devant ces menaces ouvertes, la HRCP avait envoyé une plainte au Chief Minister de la province du Pendjab et à la police de Multan. Elle avait sollicité une protection qui n'avait pas été accordée. La police n'avait pas même interrogé les personnes qui avaient proféré les menaces, alors que Rashid Rehman les avait identifiées.

Rashid Rehman travaillait avec la HRCP depuis plus de 20 ans. Il était coordonnateur de la Commission pour le Pendjab. Il connaissait les risques qu'il prenait. Il savait aussi que beaucoup d'autres avaient refusé de prendre l'affaire. Il avait reçu des menaces de mort de la part d'autres avocats. Rashid Rehman pensait que tout le monde a droit à un avocat surtout lorsqu'il doit faire face à l'accusation la plus grave au Pakistan. « *Il a dit qu'il allait vivre pour la lutte et était prêt à mourir pour la lutte. Toute sa vie, il a aidé les opprimés* » a déclaré un haut fonctionnaire de la HRCP. Des rapports ont indiqué que la dénonciation contre lui avait été portée par des étudiants extrémistes.

Sept mois après sa mort, le 3 décembre 2014, Shahbaz Gormani, son successeur dans la défense du Professeur Junaid Hafeez contre les accusations de blasphème, a été à son tour victime d'un attentat dont il a réchappé de justesse.

## 5. Saif-ul-Malook

*Le dernier avocat d'Asia Bibi obligé de quitter son pays car il est devenu une cible: «Tout le monde peut maintenant me tuer»*



Saif-ul-Malook, 62 ans, a pris à partir de 2014, le risque de défendre Asia Bibi, une ouvrière agricole, mère de cinq enfants, accusée depuis 2009 d'avoir insulté le prophète Mahomet et condamnée à mort en 2010. De cette condamnation à mort confirmée, Saif-ul-Malook a obtenu l'annulation par la Cour suprême le 31 octobre 2018, après qu'elle a passé 10 ans dans le couloir de la mort. "*C'est le jour le plus grand et le plus heureux de ma vie*" a-t-il déclaré. L'annonce de l'acquittement a provoqué la fureur des milieux islamistes radicaux. Des manifestations contre la décision ont éclaté à travers tout le pays et de nombreux

groupes islamistes radicaux ont bloqué les routes, les trains et les écoles pour protester contre le verdict et appelé à la tuer. Après trois jours de troubles, le gouvernement a accepté le 2 novembre 2018 de passer un accord avec les islamistes de Tehreek-e-Labbaik (Mouvement de dévotion au prophète), afin que soit examiné un recours en révision déposé par un religieux contre l'acquittement et pour empêcher Asia Bibi de quitter le pays. Pour Tehreek-e-Labbaik (TLP), son exécution est la seule issue possible car, selon ses adeptes, il n'existe pas plus noble cause que d'appeler à la vengeance pour une offense présumée au prophète Mahomet.

Le jour du verdict, à Islamabad, Saif-ul-Malook a été escorté par la police à la sortie du tribunal, puis a été caché par des amis. Aussitôt après, il a du quitter le pays. Disposant d'un visa Schengen délivré par l'Italie, le 3 novembre 2018, il fut conduit discrètement dans un avion pour Rome puis pour La Haye. Malgré les menaces qui pèsent sur lui, Saif-ul-Malook est retourné au Pakistan pour l'audience de demande de révision qui a été finalement rejetée le 29 janvier 2019.

Depuis qu'il a accepté de défendre Asia Bibi, Saif-ul-Malook bénéficiait d'une escorte de sécurité. Mais au mois d'avril 2018, subitement les trois policiers affectés à sa sécurité ont été retirés par le gouvernement du Pendjab Il avait du déposer une requête auprès du tribunal de Lahore, pour obtenir que deux gardes du corps lui soient restitués.

Déjà en 2011, Saif-ul-Malook avait été le principal accusateur dans le procès de Mumtaz Qadri, le garde du corps qui a assassiné le gouverneur du Pendjab, Salman Taseer, qu'il était chargé de protéger. Saif-ul-Malook a pris la défense d'Asia Bibi parce que deux de ses soutiens déclarés, le gouverneur du Pendjab, Salman Taseer et le ministre des minorités, Shahbaz Bhatti avaient été assassinés..

Saif-ul-Malook – un musulman qui est aussi un expert en loi islamique – a décidé de défendre Asia Bibi, en 2014 parce qu'il ne pouvait pas se résigner à voir une personne injustement condamnée, encore moins pendue pour cette accusation. Pour lui "*l'affaire Asia Bibi n'est pas une affaire de religion mais de justice*", une justice qui dans ce cas-là, présente des lacunes. "*J'accorde mon concours judiciaire à toutes les personnes*" a-t-il tenu à rappeler

Malgré les menaces, Saif-ul-Malook a accepté, en mai 2019, de prendre l'affaire de Shagufta Kousar et Shafqat Masih, un couple chrétien condamné à mort après avoir été déclaré coupable de blasphème, qui ont interjeté appel devant la Haute Cour de Lahore.

## La persécution des minorités religieuses

### 6. *Rao Zafar Iqbal*

– 10 août 2009 : *Frappé par une fatwa, il échappe de justesse à une tentative d'assassinat.*

Rao Zafar Iqbal, avocat et directeur exécutif du Conseil National pour Droits de l'Homme, apporte gratuitement une assistance juridique aux victimes des sévères lois sur le blasphème du pays, a échappé de justesse à une tentative d'assassinat en juillet 2009, mais continue à recevoir des menaces de mort de Musulman fondamentaliste groups.

Le 4 août, une fatwa a été publiée dans le Daily Express et le Daily Pavek, recommandant le meurtre de l'avocat comme un service rendu à Islam, parce qu'il défend Mohammad Ayube et Imran Masih, un chrétien, accusé faussement et illégalement en vertu des lois sur le blasphème cette année. A la fin du mois de juillet deux groupes extrémistes, janvier Nisaran-e-Nabuwat et Aqeeda-e-Tahafuz-e-Kathme Nabuwat, avaient adressé des lettres menaçantes à l'avocat en demandant qu'il cesse d'apporter son assistance aux minorités religieuses.

Le 10 août 2009, deux hommes ont tiré à deux reprises sur l'avocat à l'approche de sa maison. Sa plainte n'a été enregistrée que lorsque Rao Zafar Iqbal a insisté auprès de la police centrale de Faisalabad pour que les tireurs soient arrêtés.

*Contraint à l'exil*

### 7. *Anis A.A. Saadi*

– 9 mars 2009 *enlevé et torturé, il est contraint de quitter le Pakistan*

Le 6 mars 2009, Anis AA Saadi avait assisté à une séance de la Haute Cour de Lahore pour une affaire de viol impliquant un membre d'une minorité religieuse, dans laquelle il intervient bénévolement. Le 9 mars 2009, Anis avait disparu avec plusieurs de ses confrères. Il est réapparu 10 jours plus tard, dans un état alarmant une semaine plus tard sur le bord d'une route. Il avait été enlevé, battu et torturé.

Le 31 mars 2009 Anis A.A Saadi, a reçu des menaces d'un groupe de militants talibans le menaçant de le tuer ainsi que sa famille dans un attentat à la bombe. Le 1er avril 2009, il a reçu un appel anonyme réitérant les menaces formulées dans la lettre reçue la veille. Anis Saadi, a quitté le Pakistan pour échapper aux multiples menaces auxquelles il faisait face dans le pays.

Anis Saadi s'est efforcé d'apporter une aide aux personnes accusées de blasphème ou sujettes à des discriminations. Il a mené en parallèle un combat contre la peine capitale au Pakistan. À cause de cela, il a reçu régulièrement des menaces de mort. Son cabinet a été incendié. En novembre 2008, il a été la cible d'une tentative d'assassinat, mais la police pakistanaise a refusé d'enquêter sur ces faits qui mettraient en cause des hauts membres de l'administration.

En 1999, Anis A.A. Saadi avait créé sa propre organisation non gouvernementale FLA AS, qui apporte une aide juridique gratuite aux minorités ainsi qu'aux personnes sans ressources. Il préside également le Comité des droits de l'Homme du barreau de Punjab ainsi que le Forum des avocats pakistanais pour la paix « Pakistan Lawyers Forum For Peace », une association qu'il a lui-même fondée.

## 8. Joseph Francis

– 26 mars 2011 ; Menacé de mort pour avoir demandé l'abrogation des « lois sur le blasphème ».



Joseph Francis, président-fondateur du Center for Legal Aid Assistance and Settlement (Centre d'assistance juridictionnelle - le CLAAS) qui apporte une assistance gratuite aux personnes injustement accusées et arrêtées pour blasphème au Pakistan. La CLAAS, a été créé en 1992. Auparavant, les avocats chrétiens avaient peur de prendre ce genre d'affaires.

Le leader chrétien pakistanais refuse de se taire bien qu'il soit devenu la dernière personnalité publique à recevoir des menaces de mort pour son militantisme en faveur de l'abrogation du blasphème et d'autres lois islamiques discriminatoires : « *Je sais que j'ai l'opposition des extrémistes religieux qui veulent m'empêcher de défendre mes frères et sœurs en Christ de toutes les formes de persécutions, mais je vais continuer ma lutte pour l'abrogation du blasphème et d'autres lois islamiques discriminatoires* ».

La loi sur le blasphème est au centre de nombreuses controverses car une mère chrétienne de cinq enfants, Aasia Bibi, a été condamnée à mort en vertu de ce texte en novembre 2010. Deux personnalités de haut rang, le ministre des minorités, Shahbaz Bhatti, et le gouverneur du Pendjab, Salman Taseer, ont été assassinés pour leur opposition à la loi et leur soutien en faveur d'Aasia. Tous deux avaient reçu des menaces de mort avant d'être abattus, respectivement en mars et janvier.

Joseph Francis est bien connu dans le pays pour avoir pris la défense de chrétiens comme de musulmans pakistanais, traduits en justice au titre des lois anti-blasphème. En 2006, la quarantaine d'avocats membres du CLAAS a obtenu l'acquittement de neuf personnes, quatre chrétiens et cinq musulmans.

Joseph Francis a créé, en 2005, le Trinity Law College, la première faculté de droit dirigée par un chrétien au Pakistan. Il est également président du Parti national chrétien du Pakistan (PCNP, *Pakistan Christian National Party*) qui dénonce toutes les dispositions constitutionnelles qui discriminent les Pakistanais sur la base de leur appartenance religieuse, comme par exemple l'article déclarant l'islam religion d'État. Il a refusé les sièges réservés aux minorités et demande aux partis politiques de permettre aux dirigeants des minorités de participer aux élections générales comme les musulmans. Il avait souhaité se présenter en 2007 à l'élection présidentielle, mais sa candidature avait été rejetée, la Constitution, précisant qu'« *une personne ne peut pas se présenter à l'élection présidentielle à moins d'être musulmane...* ».

## 9. *Sardar Mushtaq Gill*

– 8 août 2016 : *Obligé de demander le droit d'asile au Sri Lanka auprès du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés en raison de menaces de mort et d'agressions*



Sardar Mushtaq Gill, 35 ans, un éminent avocat chrétien pakistanais, a fui du Pakistan le 8 août 2016 avec sa femme et ses quatre enfants à la suite de nombreuses menaces de mort. Dans un message envoyé au service d'actualités ASSIST, il indique ; *«Les menaces de mort et les attaques des extrémistes m'ont rendu extrêmement difficile de mener des activités de défense des droits de l'homme et de me cacher continuellement pour la survie de ma famille au Pakistan.»* Il a demandé l'asile au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Sri Lanka.

En février 2016, la maison d'un Sardar Mushtaq Gill a été saccagée et pillée à Kasur. Les voleurs ont fait irruption dans la maison à minuit et volé divers matériel de ménage. L'incident est survenu lorsque l'épouse de Gill avait été admise dans une maternité de Lahore et aucun des membres de la famille étaient présents à la maison. C'est le deuxième incident d'effraction et de vol depuis novembre 2015. En avril 2015, le frère de Sardar Mushtaq Gill a subi une blessure par balle dans la région de Lahore. Le 9 Août 2014, trois hommes ont tiré sur sa maison. En 2013, il avait demandé à la Cour de garantir sa sécurité mais la Cour a refusé.

Sardar Mushtaq Gill dirige en sa qualité d'avocat le Legal Evangelical Association Development – LEAD (Association de développement juridique évangélique), une ONG qui apporte une assistance juridique aux personnes marginalisées et qui défend les droits des minorités religieuses dans la province du Pendjab. Il a été contraint de vivre en se cachant pour échapper à une traque permanente en raison de son opposition aux lois sur le blasphème et de ses relations avec Martha Bibi, une femme inculpée de blasphème en janvier 2007 pour avoir fait « des remarques désobligeantes » envers l'Islam, lors d'une dispute avec une femme musulmane. Sardar Mushtaq Gill – qui a réussi à obtenir sa libération sous caution – considère que Martha Bibi – qui a récemment fui au Sri Lanka – est victime de fausses accusations. Il a également défendu des femmes chrétiennes qui ont paradé nues dans le district de Kasur.

Au cours des derniers mois de 2013, Sardar Mustaq Gill a reçu diverses lettres lui indiquant que *« ceux qui soutiennent un blasphémateur doivent mourir »*. En juin 2013, il avait été menacé alors qu'il retournait à son domicile, après avoir défendu des femmes maltraitées. Un mois plus tard, plusieurs membres de Ahle Sunnat Wal Jammāt, le groupe islamiste qui a tué le gouverneur de la province du Pendjab, se sont rendus à son domicile à Lahore mais il a réussi à s'échapper. rentrer. Sardar Mustaq Gill a reçu diverses lettres lui indiquant que *« ceux qui soutiennent un blasphémateur doivent mourir »*.

## 10. *Shahbaz Gormani*

– 3 décembre 2014 : *Attentat contre le nouvel avocat du professeur Junaid Hafeez, accusé de blasphème*



Shahbaz Gurmani est un ancien étudiant de l'Université Bahauddin Zakariya où enseigne le professeur Hafeez. Il est membre du Barreau du Pendjab, avocat à la Haute Cour de Lahore et exerce au sein du cabinet « *Gormani Law Association* » et intervient dans des affaires des droits de l'Homme, de défense des droits de femmes et de l'enfant, notamment les abus commis sur les mineurs.

Le 10 juillet 2015, un groupe d'individus s'est pris violemment à Shahbaz Gormani, après une audience, et l'a menacé de mort s'il ne se retirait pas immédiatement d'une affaire de blasphème. Un membre du personnel de sécurité est intervenu et a mis fin à l'altercation. Shahbaz Gurmani a déposé une plainte contre quatre personnes auprès du poste de police de Multan. L'enquête n'a mis en lumière aucun élément susceptible de les mettre en cause.

Le 3 décembre 2014, à Multan, plusieurs hommes armés avaient tiré sur la résidence de Shahbaz Gormani. Le même jour, des inconnus avaient déposé sur le seuil de sa porte une lettre de menaces portant l'en-tête du prétendu « État islamique » faisant expressément référence à la mort de Rashid Rehman, assassiné le 7 mai 2014, à Multan, le précédent avocat de Junaid Hafeez, et l'avertissant que ses déplacements étaient surveillés. Le message comminatoire lui enjoignant de se retirer de l'affaire, faute de quoi le groupe terroriste allait le décapiter, en ajoutant, en outre, qu'il ne « *manquait jamais sa cible* ».

Shahbaz Gormani a immédiatement déposé une plainte auprès de la police de Gulgasht. Il a ajouté qu'il n'avait pas peur des menaces et continuerait à défendre l'accusé, même si la police ne lui fournissait aucune protection. Toutefois, il a lancé un appel au Parlement pour que soient adoptées des lois pour protéger les avocats qui défendent les personnes accusées de blasphème. A ce jour, personne n'a été tenue responsable des événements de décembre 2014.

Les menaces contre Shahbaz Gurmani ont une résonance toute particulière. Shahbaz Gurmani a pris la succession de Rashid Rehman, coordonnateur régional de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan (HRCP), dans la défense du professeur Junaid Hafeez, accusé d'avoir diffamé le prophète Mahomet sur sa page Facebook.

Le Professeur Junaid Hafeez, de l'Université Bahauddin Zakariya, est accusé en vertu de l'article 295-C du Code pénal du Pakistan (loi sur le blasphème) d'avoir fait des déclarations désobligeantes contre le prophète Mahomet en mars 2013. Hafeez était connu à l'université pour ses vues libérales et l'affaire de blasphème a été enregistrée sous la pression de groupes d'étudiants de droite. Une personne poursuivie en vertu de la loi sur le blasphème du Pakistan encourt la peine de la mort ou l'emprisonnement à vie. Dans la pratique, depuis l'arrêt de la Cour fédérale de la charia sur la loi sur le blasphème dans les années 1990, le crime est habituellement uni d'une condamnation à mort. Toutefois, il existe de facto un moratoire de facto sur les exécutions de civils depuis 2008.

## 11. *Rana Abdul Hameed*

– 9 février 2014 : *L'avocat de la famille du ministre des minorités assassiné, menacé de mort par des extrémistes religieux*

Rana Abdul Hameed, l'avocat de Paul Bhatti, frère de l'ancien ministre des minorités religieuses pakistanaise, Shahbaz Bhatti, de confession catholique, opposant à la loi pakistanaise sur le blasphème, assassiné le 2 mars 2011.

Alors que Paul Bhatti a dû se réfugier en Italie après avoir fait l'objet de menaces de mort répétées, son avocat, Rana Abdul Hameed, se bat au Pakistan, pour que l'enquête sur l'assassinat de son frère, Shahbaz Bhatti, suive son cours, malgré la multiplication des menaces à son encontre. Il a reçu à son cabinet des tracts lui enjoignant de se retirer de l'affaire et de manière continue « des menaces de mort ». Deux témoins oculaires ont reçu des lettres de groupes islamistes extrémistes les menaçant d'être éliminés comme Bhatti et ont refusé de témoigner.

En 2013, le tribunal a ordonné au gouvernement de prendre des mesures pour assurer la sécurité de l'avocat et des témoins mais il n'y a pas de réponse. Le chauffeur qui conduisait la voiture le jour de l'incident a dû quitter le pays faute de protection.

Malgré les menaces, Rana Abdul Hameed qui a obtenu, en 2013, l'abandon des poursuites contre Rimsha Masih, une jeune chrétienne accusée de blasphème, réfugiée depuis au Canada, s'est engagé à poursuivre l'affaire. Mais, le principal suspect a été libéré sous caution, le 11 juillet, en l'absence de preuves.

## 12. *Aric John*

– 21 janvier 2016 : *Intercepté sur le trajet du tribunal et menacé parce qu'il défend des chrétiens accusés de blasphème*



Aric John et son assistant, qui travaillent bénévolement pour au profit de l'ONG LEAD (Association juridique évangélique et de développement) ont été bloqués et menacés le 21 janvier 2016, par des hommes armés sur la route entre Kasur et Lahore alors qu'il se rendaient à la Cour pour assister Sajjad Masih Gill, un chrétien condamné à la réclusion à perpétuité pour blasphème, qui avait fait appel devant la Haute Cour de Lahore. Les militants armés qui les ont interceptés sur la route entre Kasur et Lahore les ont menacés des pires conséquences pour eux et leurs familles s'ils intervenaient dans des affaires

de blasphème. Sajjad Masih Gill un membre de l'Église adventiste, a été condamné en 2013 à envoyer des messages texte diffamant le prophète Mohammad, une allégation qu'il a systématiquement niée.

A la suite de l'incident, l'audience devant la Cour de Lahore a dû être renvoyée au 16 février 2016. Un deuxième incident d'intimidation est survenu au cours de cette année à l'encontre de Aric John. Le 25 février 2016, à minuit, des assaillants inconnus ont tiré sur sa maison et ont ensuite fui.

En dépit de ces menaces et intimidations, John a promis de travailler avec LEAD, de rester inébranlable dans les moments difficiles et de continuer ses services pour les victimes de violations des droits de l'homme.

Aric John, exerce son activité professionnelle depuis 2009 au profit de l'ONG pakistanaise Association juridique évangélique et de développement) Legal Evangelical Association Development (LEAD), dirigée par l'avocat chrétien Sardar Mushtaq Gill.

### **13. Khalil Tahir Sindhu**

– 14 octobre 2016 : Un des avocats d'Asia Bibi menacé après l'audience



Khalil Tahir Sindhu, 49 ans, avocat chrétien devenu ministre des droits de l'homme et des minorités du Pendjab, fait partie de l'équipe de défense d'Asia Bibi, une mère chrétienne pakistanaise qui a été condamnée à mort pour blasphème.

Après l'audience devant la Cour suprême qui s'est tenue le 13 octobre, il a fait part de son inquiétude car il a senti que sa voiture aurait été suivie après l'audience pourtant, une sécurité renforcée avait été prévue avec plus de 100 policiers en matériel antiémeute autour de la Cour pour le cas où Asia Bibi aurait été acquittée. On craignait des représailles impitoyables contre les juges et les avocats chrétiens impliqués dans cette affaire.

Khalil Tahir Sindhu, originaire de Faisalabad, est gravement menacé pour son combat engagé contre l'extrémisme et le fanatisme religieux et en faveur de la protection de l'état de droit. L'un de ses principaux objectifs est de mettre fin à l'abus de la loi sur le blasphème et de protéger les droits des membres des communautés religieuses minoritaires telles que les chrétiens et les hindous, qui sont des citoyens pakistanais pleinement reconnus. Il est considéré comme une des cibles terroristes potentielles notamment depuis que le ministre de l'intérieur du Pendjab, Shuja Khanzada, est mort dans l'attentat d'un kamikazese qui s'est introduit chez lui près de Lahore pour se faire exploser.

Mais la menace de représailles de groupes extrémistes ne l'a pas découragé jusqu'à présent. Il a cependant été obligé d'installer sa famille (femme et enfants) à Londres pour des raisons de sécurité.

Tout au long de sa carrière d'avocat, Khalil Tahir Sindhu a défendu avec succès des affaires de blasphème, toujours basées sur de fausses accusations. Au fil des ans, il a obtenu 37 acquittements pour les victimes du blasphème chrétien. Son intervention a également été importante dans l'affaire Rimsa Masih, une chrétienne handicapée qui a été faussement accusé de blasphème en 2012, puis mis en liberté après que son accusateur eut reconnu avoir menti.

### **14. Alia Shehzadi**

– 16 mai 2017 : Abattue à Hiran Minar, Shekhupura

Alia Shehzadi, avocate auprès de la Haute Cour à Shekhupura, a été abattue par deux individus non identifiées à Hiran Minar, près de la ville de Shekhupura. Elle attendait un véhicule devant chez elle pour se rendre au tribunal, lorsque les deux agresseurs à moto sont survenus et ont tiré sur elle.

Un grand nombre d'avocats ont convergé à l'hôpital après avoir appris la nouvelle du meurtre et ils ont brandi des slogans hostiles au gouvernement. Le barreau de district a condamné et ordonné une grève totale après avoir boycotté la procédure judiciaire.

Aliya Shehzad était mère de deux enfants mineurs de son ancien mari, elle avait contracté un deuxième mariage contre la volonté de sa famille. Son ancien mari et sa famille ont voulu la forcer à divorcer de son second mari. Depuis elle était devenue à titre professionnel et à titre personnel, une ardente militante contre les mariages forcés, les conversions forcées de religion et se préoccuper de venir en aide aux victimes ont été tués par les extrémistes religieux. Elle avait été précédemment victime d'une tentative de meurtre deux ans plus tôt.

## 15. *Jacqueline Sultan*

– 12 mai 2017 : *Menaces de mort contre avocate de la Haute Cour et membre du Conseil du barreau de Karachi, défendant les personnes accusées de blasphème*



Jacqueline Sultan, avocate de la Haute Cour et membre du barreau de Karachi, qui défend les communautés religieuses minoritaires dans le pays et les victimes de l'utilisation abusive des lois sur le blasphème, a reçu une lettre de menace déposée à son cabinet, l'avertissant « *de ne pas poursuivre son combat pour les droits des minorités sinon elle serait tuée.* » La menace a fait suite à une interview qu'elle avait accordée à un média local, où elle a manifesté son inquiétude à la suite du récent retrait par le gouvernement du Sindh d'un texte de loi protégeant les minorités sous la pression des partis religieux et extrémistes.

L'incident a été signalé au SSP Sud, à la DG des Rangers, au SSP Sud et au Poste de police de Risala. Jacqueline Sultan a informé Naeem Qureshi, président du barreau de Karachi.

Le barreau de Karachi, lors d'une assemblée générale, le 12 mai 2017 a fermement condamné l'incident et a demandé au gouvernement provincial et fédéral d'assurer une sécurité adéquate et d'ordonner une enquête sur l'affaire afin que les personnes qui ont envoyé la lettre de menace à Sultan puissent être arrêtées. La Commission des droits de l'Homme du Pakistan a demandé que lui soit octroyée une protection policière. Malgré cela aucune protection adéquate ne lui a été fournie et depuis les menaces, son cabinet est fermé et elle ne vit plus chez elle.

Jacqueline Sultan, avocate chrétienne et activiste des droits de l'Homme, membre du barreau de Karachi, depuis une dizaine d'années, défend les personnes accusées de blasphème et qui aide les victimes de la conversion et du mariage forcé. Elle défend les personnes accusées de blasphème et les victimes de la conversion forcée et mariages forcés. Elle est également responsable de l'Alliance unie des droits de l'Homme dans le monde. United Alliance of Global Human Rights Son travail aide à soutenir les minorités pakistanaises, dont beaucoup sont menacées par leur identité. Selon l'ONG, Movement and Solidarity for Peace, environ 1000 mineurs sont forcés de se convertir à l'Islam chaque année. En novembre 2016 Jacqueline Sultan, avait adressé une lettre publique au ministère de l'Intérieur et au secrétaire du ministère de l'Intérieur du Pakistan recensant les attaques ou attentats contre les lieux de culte chrétien depuis 2001 et leur demandant d'assurer la sécurité de toutes les églises pakistanaises à l'approche des fêtes de Noël.

Récemment Aliya Shehzad, avocate de la Haute Cour à Shekhupura et Zaib Alam avocat à Mardan, ont été tués pour leur engagement en faveur des minorités.

## 16. Aneeqa Maria Anthony

– 7 février 2017 : Menacée pour avoir défendu les accusés de blasphème



Aneeqa Maria Anthony, avocate chrétienne, a dénoncé, le 7 février 2017, les menaces proférées par 80 personnes envers la famille de Nabeel Masih dans un procès de blasphème devant le tribunal de Kasur, à 50 km de Lahore, ainsi que les intimidations qu'elle a elle-même subies. « Vous devriez savoir que le Pakistan est un État islamique. Vous n'avez pas à défendre un criminel. Faites attention à vous et prenez vos distances », lui a notifié un avocat de la partie adverse.

Le client de Aneeqa Maria Anthony, Nabeel Masih, était un jeune ouvrier illettré de 16 ans, arrêté le 18 septembre 2016, après avoir été dénoncé pour avoir partagé une photo jugée diffamatoire de la Kaaba, le sanctuaire musulman de La Mecque. L'audience, initialement fixée au 8 octobre 2016, avait dû être reportée à la suite de l'agitation. Lors du procès, Aneeqa Maria Anthony, a subi de graves menaces. Pour sa sécurité et celle de la famille de Nabeel, la défense a demandé que la suite du procès se tienne à Lahore. Le 7 février, le tribunal de Kasur a décidé de maintenir Nabeel Masih en prison. Les avocats du jeune garçon de 16 ans avaient pourtant affirmé qu'il devait être remis en liberté sous caution, étant donné son âge et l'absence de condamnation antérieure.

Aneeqa Maria Anthony, avocat chrétien et responsable de l'ONG pakistanaise d'inspiration chrétienne *The Voice*, s'est toujours penché sur des cas de chrétiens discriminés et injustement accusés. Ses menaces de mort ont commencé à Lahore dès le début de décembre 2015. En juin 2016 elle s'est rendue à Rome, pour offrir au pape François, une brique peinte symbolisant les nombreux chrétiens, esclaves des usines de briques du Pakistan. Cette brique avait été faite par les trois enfants du couple chrétien, Shama Bibi, 26 ans, et Shahzad Masih, 28 ans, ces derniers ayant été sévèrement battus et brûlés vifs dans un four à briques par une foule en novembre 2014. Anthony représentait les enfants auprès du tribunal.

Elle était venue demander l'aide du pape mais aussi des pays européens : « Les pays européens ne devraient pas fermer leurs portes à la souffrance des chrétiens » avait-elle déclaré à la presse.

## 17. Rizvam

– 9 février 2018: Attaqué alors qu'il défendait un accusé de blasphème.

Rizvam, qui défend un dénommé Ahmed, un chrétien accusé de blasphème contre lequel une fatwa a été lancée, en 2017 a été physiquement agressé par le procureur dans la salle d'audience. L'avocat général ne s'est pas contenté de déclarations verbales pour réfuter les arguments de l'avocat de la défense, il s'est pris physiquement à lui. Il l'a frappé dans la salle d'audience et d'autres avocats présents ont dû s'interposer. Le juge est discrètement sorti de la salle d'audience.

Gravement blessé à l'œil gauche et au nez, Rizvam a dû être conduit à l'hôpital. Il n'a pas définitivement perdu la vue, mais il en a temporairement perdu l'usage d'un de ses yeux. Rizvam a depuis pu quitter l'hôpital. Il prévoit néanmoins de continuer à défendre son client dans cette affaire de blasphème.

Selon les observateurs, une telle situation ne serait pas rare dans les salles d'audience pakistanaise dans les affaires de blasphèmes. Certaines situations sont devenues si tendues que des personnes ont été assassinées devant le tribunal même où la justice était censée être rendue.

## *Le massacre des avocats chiïtes*

### **18. *Altaf Hussain, Nazar Abbasi***

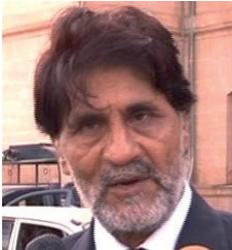
– 21 mai 2011 : Deux frères abattus alors qu'ils se rendaient au tribunal.

Altaf Hussain, 42 ans, et Nazar Abbasi, 35 ans, deux frères originaires de Chakwal, tous deux avocats, ont été abattus, le 21 mai 2011, à Karachi, à la sortie de leur résidence, dans la colonie Musharaf. Leur voiture a été arrêtée par deux inconnus qui ont ouvert les deux portes avant, et ont tiré à bout portant, dans la tête et la poitrine avec des pistolets 9 mm. Les deux hommes se sont enfuis sur leur moto.

Altaf et Nazar Abbasi appartenaient à la communauté chiïte de la ville. Altaf Hussain, de longue date membre du barreau de Karachi, était un avocat réputé auprès de la Haute Cour. Son jeune frère, Nazar, avait récemment obtenu son diplôme en droit, et venait de le rejoindre pour exercer la profession d'avocat à ses côtés. Les membres de l'organe directeur du barreau de Karachi ont protesté et ont boycotté le déroulement des activités judiciaires dans les tribunaux de la ville et ils ont exigé une action rapide contre les tueurs.

### **19. *Mukhtar Abbas Bukhari***

– 23 juillet 2011 : Abattu en revenant de son cabinet.



Mukhtar Abbas Bukhari, 58 ans, avocat chiïte réputé auprès de la Haute Cour, a été abattu, en plein jour, par deux inconnus, qui le suivaient alors qu'il revenait de son cabinet, situé près du palais de Justice de Karachi. Deux hommes à moto ont arrêté son véhicule à hauteur du marché Sheesha et lui ont tiré une balle à bout portant derrière la tête. Transféré à l'hôpital civil, il a été déclaré mort à son arrivée.

Père de cinq enfants, Mukhtar Abbas Bukhari était un avocat renommé auprès de la Haute Cour, connu pour apporter son concours gratuitement aux personnes défavorisées. Il était notamment l'avocat de la communauté chiïte dans des affaires très en vue comme celle de l'explosion d'Achoura, où des chiïtes avaient été accusés faussement d'incendies et de pillages après l'explosion.

Il travaillait aussi, sur des affaires très médiatisées mettant en cause des organisations terroristes interdites comme Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP), Lashkar-e-Jhangvi, Tehrik-e- Taliban Pakistan, Jundullah et d'autres organisations ou des cellules alliées. Mukhtar Abbas Bukhari assurait, depuis le mois de mai, la défense de l'imam chiïte Muntazir, détenu après avoir été enlevé dans sa mosquée, et accusé d'être l'instigateur d'attentats. Depuis, il avait reçu des menaces pour qu'il se retire de l'affaire mais il avait refusé, soutenant de plus fort que l'imam handicapé se trouvait en détention illégale et était innocent des charges portées contre lui.

Selon le président du barreau de Karachi (KBA), Mukhtar Abbas Bukhari avait reçu des menaces de mort par des individus non identifiés et en avait informé le KBA. Le KBA avait écrit aux services de sécurité de Karachi un mois plus tôt, en leur demandant de fournir une protection mais aucune mesure n'aurait été prise. Le barreau de Karachi, et le barreau du district de Malir ont ordonné une grève conjointe en signe de protestation.

## 20. *Mohammed Murtaza Chinoy*

– 25 août 2011 : *Abattu dans son bureau.*



Mohammed Murtaza Chinoy, avocat chiite de 35 ans, a été abattu dans son bureau de Karachi dans le quartier chic de Zamzama, le 25 août 2011.

Les agresseurs sont restés dans le bureau pendant environ 15 minutes avant que le garde de sécurité n'entende un coup de feu. Ce seul coup de feu a été fatal pour l'avocat et il a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital Jinnah. Aucun témoin n'a vu les agresseurs sortir du cabinet. Certains documents auraient été emportés de son bureau.

Le président du barreau de la Haute Cour du Sindh (SHCBA) a demandé au tribunal d'ordonner une enquête indépendante sur cette affaire. Le 2 septembre, la police a arrêté trois personnes. Selon la police, la victime connaissait les meurtriers, ce qui explique qu'ils aient été admis à l'intérieur du bureau. Un membre du personnel de sécurité du cabinet pourrait avoir été enrôlé par les commanditaires du crime.

Mohammed Murtaza Chinoy avait déposé une pétition pour remettre en cause la conversion d'un site patrimonial protégé, situé sur un terrain adjacent à son bureau. Un ami de Mohammed Murtaza Chinoy, interrogé lors de l'enquête, a déclaré que « *l'avocat était menacé et qu'il envisageait de solliciter l'assistance du Citizens-Police Liaison Committee (CPLC)* ». Mais, selon l'enquête, il ne s'est jamais rendu à la police de Dharejo pour solliciter une protection.

Mohammed Murtaza Chinoy, avait été barrister à Lincoln's Inn en 1999, après avoir fait ses études de droit à l'Université du Kent. De retour au Pakistan, il avait travaillé pour un cabinet en droit des sociétés commerciales, Orr, Dignam & Co. Puis, il avait créé son propre cabinet Mohammed M. Chinoy & Co. Advocates & Conseillers juridiques à Zamzama.

## 21. *Badar Munir Jafri, Shakeel Jafri, Kafeel Jafri and Babar Ali Jafri*

– 25 janvier 2012 : *Trois avocats chiites tués et un quatrième blessé dans une attaque sectaire à Karachi.*

Badar Munir Jafri, 65 ans, son fils Gohar Shakil Jafri, 34 ans, et son neveu Kafil Ahmed Jafri revenait de la cour lorsque leur voiture a été attaquée par quatre hommes sur deux motos qui ont intercepté la voiture ouvert le feu.

Badar Munir Jafri, Shakeel Ahmed Jafri et Kafil Jafri ont été déclaré mort à l'hôpital, tandis que Babar Ali Jafri, grièvement blessé, s'est trouvé hors de danger, après avoir été opéré. Tous les quatre étaient membres du Comité d'aide juridique du Forum avocats chiites, mais n'étaient pas intervenus dans des affaires très médiatisées.

Le président de l'Association Karachi Bar KBA a condamné les meurtres, appelé les avocats à observer un boycott total des tribunaux et a appelé le gouvernement à prendre des mesures immédiates pour arrêter le « massacre des avocats ».

22. Le 3 avril 2012, un autre avocat chiite, Abid Hussain, a été tué par des hommes non identifiés alors qu'il roulait sur sa moto à Burns route.

## ***23. Salahuddin Haider Jafri, Ali Raza Haider Jafri***

*– 24 mars 2012 : L'ancien bâtonnier du barreau de Malir et son fils, abattus à Malir*



Salahuddin Haider Jafri, avocat chiite et ancien président du barreau de Malir (Malir Bar Association -MBA) et son fils, Ali Raza Haider Jafri, lui aussi avocat ont été abattus alors qu'il se rendait en voiture rendant au Palais de Justice de Malir. Des hommes armés ont ouvert le feu à bout portant, tuant les deux hommes sur le coup. Ils ont été tués par la branche terroriste du SSP alors qu'ils se rendaient au Palais de justice du district de Malir.

Les avocats du barreau du district de Malir ont ordonné le boycott de toutes les procédures judiciaires. Le Conseil du barreau des avocats de la province du Sindh a ordonné une grève à Karachi. Le Barreau de Karachi (KBA) a exprimé de vives critiques envers le gouvernement pour son apathie et envers la police pour son incapacité à protéger les avocats qui, selon lui sont pris pour cible régulièrement.

## ***24. Mirza Hussain Waqar***

*12 octobre 2012 : tentative d'assassinat à Karachi*

Mirza Hussain Waqar, a été la cible de tirs dans la ville portuaire de Karachi, alors qu'il se rendait au tribunal. Des hommes armés ont ouvert le feu sur lui. Il a été transporté à l'hôpital Aga Khan où il a dû être opéré.

L'attaque est attribuée au groupe des terroristes interdits de Lashkar-e-Jhangvi/Sipah-e-Sahaba. Le barreau de Karachi, a annoncé une grève de la fraternité des avocats. Il a condamné l'attaque et a déclaré que les avocats boycotteraient les procédures judiciaires samedi en signe de protestation. Les dirigeants et les partis chiites ont également condamné l'attaque ciblée d'un autre professionnel chiite.

## ***25. Shakir Ali Rizvi***

*– 19 octobre 2012 : Un avocat chiite assassiné à Lahore*

Shakir Ali Rizvi, 55 ans, avocat chevronné chiite a été tué alors qu'il se rendait à la Haute Cour de Lahore, avec son neveu et le chauffeur. Deux hommes à moto qui le suivaient depuis son domicile, ont ouvert le feu sur sa voiture, le tuant sur le coup.

Syed Ali Shaheed Shakir Rizvi avait été en charge de l'affaire de Ghulam Shah Raza Naqvi depuis 13 ans.

Les avocats à Lahore ont annoncé un boycott des tribunaux pour protester contre les assassinats d'avocats chiites.

Asma Jahangir l'ancien président du barreau de la Cour Suprême a condamné l'assassinat de l'avocat Shakir Ali Rizvi et s'est déclarée de plus en plus inquiète par les incidents croissants de violence, en particulier contre les avocats. A cette occasion, elle a déploré que les tueurs de Nasrullah Warraich n'avaient pas été arrêtés neuf mois après et a exhorté le gouvernement à assurer la protection des avocats.

## 26. *Malik Jarar Hussain*

– 2 février 2013 : *L'ancien vice-président de la Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP), assassiné à Peshawar*



Malik Jarar Hussain, 47 ans, un avocat à la Cour suprême chevronné et militant des droits de l'homme, appartenant à la communauté chiite, a été tué à Peshawar, la capitale de la province de Khyber Paktoonkha alors qu'il allait déposer ses deux fils – Mohsin et Hassan – à l'école. Il avait quitté en voiture sa maison située dans le quartier d'Asad Anwar à Gulbahar, lorsque deux hommes à moto ont tiré sur lui sur la route de Peshawar. Son véhicule a été criblé de balles.

Selon la déclaration des enfants, leur père a d'abord reçu une blessure à la tête. Puis les assaillants ont ouvert une des portes de la voiture et ont tiré de nouveau à bout portant. Malik Jarar a été tué sur le coup tandis que ses enfants sont demeurés miraculeusement indemnes. Les assaillants ont pris la fuite après l'incident...

Malik Jarar était originaire de Gunj, l'intérieur de la ville fortifiée de Peshawar, mais il résidait dans le quartier Asad Anwar de Gulbahar. Il était le neveu du Général Askari Raza Malik, le vice-président de la *Imamia Jirga* à Peshawar. Il a également été membre du conseil et un ancien vice-président du chapitre de Khyber Pakhtunkhwa de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, (HRCP).

Les barreaux de tout le pays ont boycotté les procédures judiciaires pendant deux jours en signe de protestation contre l'assassinat.

## 27. *Zahir Abbas Naqvi*

– 18 mars 2013 : *Abattu en se rendant au tribunal à moto avec son collaborateur*

Zahir Abbas Naqvi se rendait à moto avec son assistant, Ghulam Nabi Shah, au tribunal de district de son domicile dans le village de Wadpaga, situé à la périphérie de Peshawar, quand des hommes armés non identifiés à moto, qui l'attendait à une courte distance, ont ouvert le feu sur lui. Les assaillants se sont échappés après avoir commis le crime.

Les deux avocats ont été gravement blessés. Zahir Abbas Naqvi a été emmené dans une situation critique à l'hôpital Lady Reading où il a succombé à ses blessures. Ghulam Nabi Shah a été soigné.

Zahir Abbas Naqvi, membres de la communauté chiite, fils de Sadaqat Hussain Naqvi défendait des prisonniers chiites de Dikhan, Bhakkar et Peshawar. Il a été abattu par les militants armés du Sipah-e-Sahaba et les talibans.

Un responsable de la police a déclaré que le défunt n'avait pas d'ennemis. Il avait été victime d'un attentat sectaire. Les étudiants Imamia Organisation (ISO) ont condamné l'assassinat de l'avocat, en soulignant que le gouvernement ne parvenait pas à arrêter les massacres ciblés de personnes innocentes à Peshawar. Leur porte-parole a déploré que plusieurs membres de la communauté chiite aient été tués, mais qu'aucun tueur n'ait été arrêté à ce jour.

## ***28. Shakeel Ahmed Jan Bangash et Ali Ahmed Jan***

*– 3 mai 2013 : Le père et le fils abattus dans une attaque ciblée sur Mauripur Road à Karachi*

Shakeel Ahmed Jan Bangash, 30 ans, a été abattu par des inconnus, sur la route principale Mauripur Road, alors qu'il était en voiture avec son père, Ali Ahmed Jan, 55 ans, avocat de la Haute Cour du Sindh.

Des hommes armés ont intercepté le véhicule des deux avocats chiites, Ali Ahmed Jan et son fils Shakil Ahmed Jan, sur Mauripur Road, alors qu'ils se rendaient en voiture à la prière du vendredi dans une mosquée de Kharadar. Les assaillants ont criblé de balles le véhicule sur le pont ICI dans la zone Baghdadi de Karachi. Le jeune Shakeel Ahmed Jan Bangash, qui conduisait, grièvement blessé, est allé percuter une voiture de police arrêtée sur le pont, blessant les policiers. L'attentat aurait un motif sectaire.

Shakeel Ahmed Jan Bangash a été tué sur le coup alors que son père Ali Ahmed Jan Bangash a succombé à ses blessures après un traitement d'une semaine à l'hôpital.

## ***29. Kauser Saqlain***

*– 28 mai 2013 : Abattus avec ses deux fils sur Mauripur Road*

Environ 25 jours après le meurtre des avocats chiites Ali Ahmed Jan et son Fils Shakil Ahmed Jan, un autre avocat chiite, Kauser Saqlain, et ses deux jeunes fils ont été tués sur la même route. Kauser Saqlain, 45 ans, avocat de la Haute Cour de Sindh (SHC) allait conduire ses fils Own Abbas, 15 ans, et Mohammad Abbas, 12 ans, à leur école située sur la route de Maripur. Deux hommes armés ont intercepté son véhicule près d'un feu de passage à niveau. Les deux hommes ont tiré à plusieurs reprises jusqu'à ce que Kauser Saqlain et ses fils succombent à leurs blessures.

Saqlain a reçu plusieurs balles, alors que ses fils sont morts sur le coup. Kauser Saqlain a lui aussi succombé à ses blessures, plus tard à l'Hôpital Civil de Karachi.

Le Majlis Wahdat Muslimeen a condamné l'incident et a annoncé un deuil de trois jours. Le juge en chef de la Haute Cour du Sindh (SHC) a demandé un rapport de l'IGP sur l'assassinat de l'avocat et ses deux fils.

Les avocats ont boycotté les Tribunaux pour protester contre l'assassinat de leur confrère. Le président du Barreau de SHC, Mustafa Lakhani a exigé l'arrestation des assassins.

## ***30. Arshad Ali Shah***

*– 28 août 2013 Abattu par des motocyclistes non identifiés*

Arshad Ali Shah, 42 ans, a été assassiné par des motocyclistes non identifiés, qui ont ouvert le feu sur lui près du pont Do Moria, alors qu'il rentrait à son domicile de Ferozwala, dans le secteur de Misri Shah, après une audience.

Blessé, Arshad Ali Shah a été transporté à un hôpital voisin où il a succombé à ses blessures. Les assaillants ont réussi à s'enfuir après l'attaque. La direction du Majlis Wahdat-e-Muslimeen (MWM) a critiqué le gouvernement du Pendjab PML-N pour son échec dans la recherche et l'arrestation des assassins des chiites dans la province, et a menacé de lancer des manifestations.

### ***31. Waqar ul Hassan Shah***

– 10 avril 2014 : *Le Vice-Président de la Ligue Musulmane (PMLN) assassiné à Karachi*



Le 10 avril 2014, Waqar ul Hassan Shah, de confession chiite, a été pris dans une embuscade dans le quartier de Gulshane Iqbal, à Karachi, alors qu'il se rendait à son cabinet. Quatre hommes en moto ont ouvert le feu sur sa voiture avant de prendre la fuite. Grièvement blessé à la tête et à la poitrine, Waqar ul Hassan Shah est mort lors de son transfert à l'hôpital.

Avocat senior, Waqar ul Hassan Shah, était le Vice-Président de la Ligue Musulmane du Pakistan (PMLN) des avocats au Sindh. L'Association du Barreau de Karachi a condamné l'assassinat et a organisé un boycott des audiences. Les avocats ont été appelés à participer à un sit-in afin de mettre en place les actions appropriées contre les intimidations, agressions et assassinats dont les avocats pakistanais ne cessent d'être victimes.

### ***32. Ghulam Haider***

– 12 avril 2014 : *Abattu sur la route de Jahangir, à Karachi*

Ghulam Haider, avocat de confession chiite, 45 ans, a été abattu par des hommes en moto alors qu'il venait de quitter son bureau pour rentrer chez lui. Les assaillants ont ouvert le feu sur sa voiture avant de prendre la fuite. Ghulam Haider a reçu trois balles dans la tête. Il avait été le directeur adjoint du bureau de l'ombudsman fédéral. Le barreau de Karachi a dénoncé l'inaction du gouvernement face à l'augmentation des assassinats ciblés du fait des croyances religieuses des victimes. Les avocats du Barreau de Karachi ont organisé un boycott des tribunaux après les deux assassinats d'avocats qui ont eu lieu dans la région de Karachi, en moins de 48 heures.

### ***33. Moubarak Raza Kazmi***

– 23 juillet 2014 : *Assassiné dans un bazar à Karachi*



Moubarak Raza Kazmi, 60 ans, un avocat chiite de la Haute Cour du Sindh, a été abattu par quatre hommes sur deux motos qui ont tiré sur lui alors qu'il achetait des fruits dans un bazar de Gulshan-e-Iqbal. Il est mort sur le coup.

Le Barreau auprès de la Haute Cour du Sindh (SHCBA) et le Barreau de Karachi (KBA) ont décrété un boycott des audiences de la Haute Cour du Sindh et des Tribunaux inférieurs dans l'ensemble Sindh en signe de deuil et de protestation contre le meurtre de Mubarak Raza Kazmi.

Le Président du Barreau de la Haute Cour du Sindh (SHCBA) a publiquement condamné l'assassinat. Il a rappelé que près de 40 avocats avaient récemment été pris pour cible à Karachi. Il a condamné le meurtre ciblé de **chiïtes**. Il a annoncé que le gouvernement du Sindh avait accepté de payer 500,000 Rs (environ 4.300 €) en compensation aux familles. Répondant à une question, il a dit que la majorité des avocats avait été tués pour des raisons sectaires, certains avaient été ciblés pour des questions connexes, tandis que d'autres ont été frappés lors de déplacements avec leurs clients.

### **34. *Fayyaz Hussain Shah***

– 16 janvier 2015 : Assassiné en même temps que ses deux neveux à Rawalpindi

Fayyaz Hussain Shah, 40 ans, avocat chiite, a été abattu alors qu'il se rendait à son domicile accompagné de ses neveux, Ghazi, 20 ans, et Hamza Ali, 22 ans. Ils revenaient d'un rassemblement religieux dans le district de Rawalpindi, lorsque des membres des organisations terroristes Sipah-e-Sahaba et Lashkar-e-Jhangvi ont ouvert le feu sur eux. Ils sont morts tous les trois. Fayyaz Hussain Shah était un dirigeant local du parti politique pakistanais Tehreek-e-Insaf (Mouvement du Pakistan pour la Justice). Le porte-parole de Tehreek-e-Taliban (Mouvement des Talibans du Pakistan) a revendiqué la responsabilité du meurtre.

Les représentants des partis chiites ont fermement condamnés cette attaque ciblée et ont demandé à ce que tous les « *takfiris* » (extrémistes islamistes) impliqués dans les massacres de musulmans chiites soient « publiquement pendus ».

### **35. *Ali Hasnain Bukhari***

– 4 mars 2015 : Le défenseur des militants du Muttahida Qaumi Movement (MQM) abattu à Karachi



Ali Hasnain Bukhari, 35 ans, avocat chiite, travaillait pour la Haute Cour du Sindh à Karachi, il faisait également parti du Mouvement National Uni (MQM) dont il a défendu de nombreux membres dans des affaires de disparitions et arrestations arbitraires. Il a été tué par balle à proximité de son domicile. Il était sur le point de se rendre à son travail lorsqu'un homme armé en moto l'a agressé devant son véhicule, lui tirant deux balles dans la tête. Le dirigeant du

MQM, Haider Abbas Rizvi, a évoqué le meurtre de Hasnain Bukhari comme « l'une des pires manifestations de brutalité » qui démontrait « l'anarchie qui règne au Pakistan ».

Les meurtres de membres de partis politiques sont devenus très courants dans le pays. L'assassinat de Hasnain Bukhari était le quatrième au cours de la même semaine. Les membres du MQM ont demandé au premier ministre Nawaz Sharif, au ministre de l'intérieur, au gouverneur du Sindh et au ministre principal du Sindh de prendre des mesures concrètes pour arrêter les meurtriers de Bukhari.

Le Conseil de l'Ordre des Avocats du Sindh a ordonné un boycott des tribunaux de la province pendant 24 heures, pour protester contre la vague d'assassinats ciblés.

### **36. *Ashfaq Qaimkhani***

– 3 août 2015 : Assassiné à Karachi près de Gulshan-e-Iqbal

Le 3 août 2015, Ashfaq Qaimkhani conduisait son véhicule en compagnie d'un proche lorsqu'un individu armé sur une moto a tiré des coups de feu. Les deux hommes se rendaient à un rendez-vous avec un agent immobilier. Après le rendez-vous, un homme non-identifié sur une moto a ouvert le feu sur eux. Ashfaq Qaimkhani est mort sur le coup et son ami a été grièvement blessé. Le meurtre de Qaimkhani pourrait être lié à ses activités avec la firme Ruff Builders et ses litiges d'expropriation de terres ou bien aux attaques ciblées contre les chiites dans la capitale pakistanaise.

### **37. Amir Haider Shah**

– 28 août 2015 : L'ancien secrétaire du barreau de Karachi assassiné



Amir Haider Shah, 37 ans, un avocat chiite de la Haute Cour du Sindh et ancien secrétaire djoint de la KBA, a été abattu le 28 août sous le pont de Hassan Square, à Karachi une artère très fréquentée, alors qu'il rentrait de la Cour à son domicile. Trois hommes masqués à moto l'ont attaqué ont ouvert le feu sur lui et se sont enfuis de la scène. Il est mort sur le coup. Son assistant est demeuré indemne.

Originaire de Khairpur, Amir Haider Shah était l'ancien secrétaire adjoint du Barreau Karachi. Il intervenait dans plusieurs affaires sensibles liées à l'accaparement des terres mais aussi de nature politique devant la Cour anti-terrorisme (ATC).

Le Barreau Karachi a organisé une manifestation de protestation, qui a ensuite été rejointe par le Barreau de Malir et le Conseil du Barreau du Sindh Les avocats ont décidé d'observer à l'échelle de la province un boycott des procédures judiciaires.

Les audiences de plusieurs affaires en cours très médiatisées, y compris l'affaire de l'assassinat de Benazir Bhutto, ont du être reportées. Par ailleurs, de façon étrange, les autorités du Barreau ont cru devoir décider qu'aucun membre de leur Barreau ne devrait défendre les suspects impliqués dans les assassinats ciblés.

### **38. Atif Zaidi et Ali Muntazir**

– 6 mai 2016 : tués dans le district de Dera Ismail Khan

Atif Zaidi et Ali Muntazir, qui voyageaient à moto sur Gird Road dans le district de DI Khan ont été abattus par des hommes dans un attentat ciblé. Ils étaient tous deux cousins, et appartenaient à la communauté chiite. Les avocats ont décidé de boycotter, le 9 mai, les audiences de toutes les cours de la province à l'appel du Conseil du Barreau de Khyber Pakhtunkhwa. À Peshawar, des drapeaux noirs ont été hissés dans différentes parties de la Haute Cour et de la Cité judiciaire de Peshawar. Le président du Barreau de la Haute Cour de Peshawar a rappelé qu'il n'avait cessé d'exiger du gouvernement de fournir la sécurité aux avocats, mais en vain.

### **39. Shahid Abbas Shirazi**

– 6 juillet 2016 : Abattu à Dera Ismail Khan, province de Khyber



Shahid Abbas Shirazi, avocat chiite, a été abattu martyrisé par des terroristes takfiri de Ahl-e-Sunnat-Wal-Jamaat (ASWJ), le jour de l'Aïd près de l'Université de Wensam College, à Multan Road à Dera Ismail Khan.

Shahid Shirazi était membre du Conseil suprême (Rukn-e-Nizarat) de l'Imamia Students Organization (ISO) du Pakistan et était un sympathisant du Majlis Wahdat Muslimeen.

Des milliers de manifestants chiites ont organisé des sit-in et ont bloqué les routes dans différentes villes chiites pour protester contre l'assassinat et ont scandé des slogans contre le gouvernement provisoire de Khyber Pakhtunkhwa, en réclamant justice et l'arrestation de terroristes takfiri. L'Organisation des étudiants Imamia (ISO) du Pakistan et le chef du Majlis Wahdat Muslimeen Allama Raja Nasir Abbas Jaffri ont condamné l'assassinat.

## La persécution de la minorité Ahmadié

### 40. *Malik Mabroor Ahmad*

*11 juillet 2011: Abattu à bout portant près de son bureau à Nawab Shah, Sindh*



Malik Mabroor Ahmad, 50 ans, un avocat Ahmadi bien connu et respecté, a été tué lors d'une attaque à motivation religieuse à Nawab Shah, Sindh. Il a été abattu à bout portant près de son bureau par un tireur non identifié. En entendant les coups de feu, le frère du défunt, Malik Waseem Ahmad, s'est précipité sur les lieux, mais au moment de son arrivée, Malik Mabroor Ahmad était déjà décédé. L'agresseur a également tiré sur lui trois fois lorsqu'il a tenté de le poursuivre, mais heureusement, il n'a pas été blessé.

Malik Mabroor Ahmad était un citoyen pacifique et respecté au sein de la communauté locale et était connu pour sa gentillesse.

Il avait survécu à une précédente tentative d'assassinat en 2008, mais depuis aucune mesure n'a été prise par les autorités pour le protéger des extrémistes religieux. Depuis 1984, après la promulgation de l'ordonnance XX par le dictateur Zia-ul-Haq, 39 Ahmadis ont été tués pour leur seule foi dans le Sindh, alors qu'il s'agissait du sixième incident du genre à Nawab Shah. Il convient de noter que presque aucun des tueurs n'a jusqu'à présent été traduit en justice.

### 41. *Rauf Ahmad Thakur*

*– 9 octobre 2017 : Abattu avec sa femme et son fils de 2 ans dans le jardin Rehman à Sheikhpura*



Rauf Ahmad Thakur, son épouse et l'un de leurs enfants Sarim, âgé de deux ans, ont été assassinés, le 9 octobre 2017 dans leur maison de Sheikhpura, dans la province du Penjab. Un autre enfant de cinq ans, Wali, a survécu à l'attaque en se cachant sous un lit.

Rauf Ahmad Thakur, qui appartenait à la communauté des ahmadis, a épousé sa femme contre la volonté de sa famille, il y a environ 8 ans. Les Ahmadis sont considérés comme une "secte hérétique" selon la loi pakistanaise et non comme des musulmans. La police considère qu'il s'agit d'un « meurtre d'honneur ».

Les membres de la communauté ahmadié, sont souvent pris pour cible dans leurs maisons ou leurs mosquées. Avec 5 millions d'ahmadis au Pakistan, la persécution à leur encontre est particulièrement sévère et systématique. Les sentiments anti-ahmadis sont alimentés par différents groupes religieux. L'Ahmadiyya est un courant de l'islam fondé en 1889 en Inde par Mirza Ghulam Ahmad.

## 42. *Malik Saleem Latif*

– 30 mars 2017 Membre de la minorité Ahmadi abattu à Nankana Sahib dans le district du Pendjab



Malik Saleem Latif, 69 ans, avocat à Nankana Sahib au Punjab, a été abattu alors qu'il se rendait au palais de justice de Nankana Sahib, sur une motocyclette conduite par son fils également avocat, Malik Farhan, à quelques mètres de leur domicile. lorsque le premier a été ciblé et abattu par des «attaquants non identifiés». à Nankana Sahib, au Pendjab, Le fils a été légèrement blessé.

Malik Saleem Latif était le leader local de Jamaat-e-Ahmadiyya la communauté ahmadie, minorité religieuse musulmane persécutée au Pakistan et était un parent du prix Nobel Abdus Salam.

L'attaque a été revendiquée par le groupe terroriste Lashkar-e-Jhangvi (LEJ) al-Alami qui a indiqué, dans un communiqué, que Malik Saleem Latif avait été tué « à cause de la diffusion des croyances ahmadies dans la région ». Les mêmes membres de ce groupe islamiste ont à maintes reprises menacé de tuer l'avocat chrétien Sardar Mushtaq Gill, qui a survécu à une attaque similaire en rentrant chez lui avec sa famille de Lahore à Bhai Pheru.

En tant que responsable de la communauté ahmadie de Nankana Sahib, Malik Saleem Latif était pris pour cible par de nombreux groupes militants. La police de Nankana a déclaré avoir arrêté un suspect, qui serait membre du groupe islamique qui avait menacé de mort Sardar Mushtaq Gill à plusieurs reprises.

Un rapport sur la persécution subie par les ahmadis vient d'être publié et indique que six musulmans ahmadis ont été tués à cause de leur foi l'an dernier.

Les ahmadis constituent un mouvement religieux d'origine islamique, né sur le sub-continent indien et diffusé au plan international dans plus de 200 pays. Son fondateur, Mirza Ghulam Ahmad (1835 - 1908), se présenta en 1889 comme rénovateur et réformateur de la religion islamique. La mission principale du nouveau prophète était celle de faire revivre le message pacifique de l'islam. Pour les courants majoritaires de l'islam, les ahmadis sont considérés comme non musulmans et hérétiques et ostracisés au Pakistan depuis plus d'un demi-siècle. Ses membres, qui reconnaissent des prophètes postérieurs à Mahomet, ont été déclarés non-musulmans par le Pakistan en 1974. Ils font depuis l'objet d'un « apartheid juridique et social ».

## 43. *Mohan Lal Menghwar*

- 23 décembre 2011 : Un avocat de la communauté hindoue enlevé

Mohan Lal Meghwar, un jeune avocat appartenant à la minorité des Dalit de Mirpurkhas, dans la province du Sindh, a été enlevé alors qu'il se rendait à la Haute Cour du Sindh, une procédure judiciaire. Il n'est jamais parvenu au tribunal, ce qui a provoqué une panique parmi les avocats, les clients et membres de la famille. Sa voiture a été retrouvée abandonnée à la station de taxi Tando Jam. Elle contenait tous ses affaires y compris ses dossiers pour le Tribunal.

La famille croit que la police provinciale savait qu'il a été enlevé par les groupes religieux Musulmans qui opèrent dans les régions à population Hindoue dans les régions rurales de la province. La communauté hindoue reste menacée d'enlèvement, de conversion forcée à l'islam et de persécution au nom du blasphème depuis de nombreuses années par les organisations religieuses fondamentalistes.

## *La répression contre les avocats au Baloutchistan*

### **44. Kachkol Ali**

– 1<sup>er</sup> février 2010: Menacé de mort, il est contraint de fuir le Pakistan et de demander l'asile politique en Norvège.



Ancien chef de l'opposition Assemblée au Baloutchistan, avocat de profession et ancien ministre des Pêches dans le gouvernement du Baloutchistan, Kachkol Ali, avocat Balochi, ancien dirigeant de l'opposition au Balochistan, éminent avocat auprès de la Haute Cour, avait été le témoin oculaire de l'enlèvement de trois des principaux dirigeants baloutche connus qui étaient ses clients et qui avaient été enlevés de force par des policiers en civil dans son bureau, le 3 avril 2009. Le jour même, il venait d'assister ses trois

clients à une audience au Trubula Turbat district, et d'obtenir leur libération provisoire dans des poursuites pour attentats. Après avoir été libérés, ils avaient regagné le cabinet de leur avocat en compagnie de celui-ci.

Une dizaine d'hommes armés avait pénétré dans son cabinet qu'ils ont fouillé en demandant aux hommes présents de lever les mains en l'air. Trois de ses clients et anciens amis politiques, chefs du Balochistan National Mouvement (BNM) - Ghulam Mohammad, Président du Baloch Mouvement National Sher Mohammad Baloch vice-président de parti républicain Balochistan et Lala Munir Baloch, Secrétaire Général - ont été frappés sous ses yeux puis enlevés de vive force par des individus dans quatre voitures sans plaque minéralogique. Cinq jours plus tard, le 8 avril les trois clients ont été retrouvés assassinés à 35 kms du lieu d'arrestation. Les médecins ont conclu que les hommes ont été tués le jour même de leur arrestation.

Kachkol Ali a déposé immédiatement une plainte au poste de police Turbat accusant les services secrets militaires (M.I.) and Inter services Intelligence (I.S.I) d'être les responsables de l'enlèvement. Cependant la police a refusé d'enregistrer un rapport de premières déclarations (FIR), document de base pour entrainer une enquête de la police, en objectant qu'ils consulteraient leurs supérieurs.

Depuis, Kachkol Ali avait déclaré que sa vie était en danger et qu'il pouvait être tué par les mêmes personnes qui ont tué les trois dirigeants baloutches. Ses domiciles de Quetta et de Panjgore City étaient placés sous surveillance et son cabinet d'avocat à Turbat est contrôlé par des individus en civil. Il vivait en se cachant et faisait l'objet de pressions de la part de ses partisans pour quitter le pays pour sa sécurité.

En février 2010, Kachkol Ali a secrètement le Pakistan pour se réfugier en Europe, avec l'intention de demander l'asile politique en Italie ou en Norvège à la suite de menaces croissantes qui pesaient sur sa sécurité personnelle. Kachkol Ali s'est associé en Norvège avec le célèbre chroniqueur Baloutche, dramaturge et romancier Hafeez Hassanabadi, pour œuvrer afin d'obtenir justice pour les victimes de disparitions forcées. Il est maintenant l'un des deux coordinateurs de la plate-forme récemment créée : *International Voice for Baloch Missing Persons (IVBMP)*.

Le 27 août 2010, Kachkol Ali a adressé une lettre au Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, afin de lui demander d'intervenir pour empêcher la poursuite de ce qu'il définit comme «des campagnes de nettoyage ethnique de la nation baloutche», entreprises depuis le 17 mars 2005 au Pakistan.

## ***45. Jalib Habib Baloch***

*14 Juillet 2010 : L'ancien sénateur et Secrétaire Central général du Parti national du Baloutchistan abattu à Quetta.*



Jalib Habib Baloch, avocat à la cour Suprême du Baloutchistan et ancien Sénateur qui est aussi le Secrétaire Général du Parti National du Baloutchistan (BNP) a été abattu, alors qu'il était assis devant le magasin de son frère sur la Sariab Road, sur le trajet de la Cour où il allait se rendre, à Quetta au Baloutchistan. Des militants furieux ont voulu prendre son corps pour l'amener devant la maison du Gouverneur afin de protester contre le meurtre. La police cependant ne leur a pas permis de s'approcher.

Figure du barreau et éminent intellectuel baloutche, Jalib Habib ancien président de l'Organisation des étudiants baloutches (BSO) avait été élu membre du Sénat en mars 1997 pour un mandat de 6 ans. Il était toujours membre de la Commission permanente sur l'eau et sur la recherche scientifique et technologique. Il est l'auteur de nombreuses études sur le nationalisme Baloutche.

Le BNP a décrété 40 jours de deuil et trois jours de grève générale dans le pays en mesure de protestation contre le crime. Un grand nombre de personnel de police et de sécurité a du être déployé dans la ville pour maintenir la sécurité

Le président Asif Ali Zardari a condamné l'assassinat, le décrivant comme «un acte odieux et méprisable». Le ministre en chef du Baloutchistan a ordonné une enquête judiciaire sur l'affaire très médiatisée.

Le chef de file du BNP a rendu les agences de renseignements de l'Etat responsable de l'assassinat. Les agents de sécurité du Pakistan sont soupçonnés par les politiciens Baloutches d'avoir orchestré les assassinats ciblés des dirigeants populaires. En août 2010, deux suspects ont été arrêtés et la police du Baloutchistan a déclaré qu'ils étaient à la recherche de deux autres. Le Baloch Human Rights Council dans une lettre du 11 décembre 2010 au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a affirmé qu'Habib Jalib avait été assassiné par les escadrons de la mort de l'armée pakistanaise.

## ***46. Munir Ahmed Mirwani***

*– 17 juin 2010 : Le secrétaire Général du barreau de Jhalawan enlevé et disparu sans doute à jamais.*

Munir Ahmed Mirwani, éminent avocat Baloutche, Secrétaire Général de l'Association du Barreau de Jhalawan qui est aussi un éminent activiste du Parti National du Baloutchistan (BNP), a été enlevé de vive force, le 17 juin 2010, par des hommes masqués la menace d'un revolver, dans sa ville natale de district de Khuzdar, au Baloutchistan

Personne n'a revendiqué la responsabilité de l'enlèvement. Depuis, ni ses parents, ni ses proches qui accusent les services secrets pakistanais du kidnapping, n'ont eu une quelconque information sur son sort. Il est toujours considéré comme « disparus »

Toutefois, dès le 18 juin 2010, les avocats ont boycotté les audiences de la cour à Quetta mais aussi dans les autres parties de Balochistan pour protester contre l'enlèvement.

## 47. Zaman Khan Marri

– 6 septembre 2010 : Enlevé près de son cabinet, torturé et assassiné.



Le corps de Shaheed Zaman Khan Marri, 38 ans, un avocat Baloutchei bien connu, a été retrouvé dans le secteur de Ghuncha Dhori de la ville de Mastung, située à 40 kilomètres de Quetta. Il avait une balle dans la tête. Son corps était mutilé au point qu'il ne n'a pas pu être immédiatement identifié. Les autorités de l'hôpital ont confirmé que le corps portait des marques de tortures profondes sur le visage et la poitrine, ainsi que des lacerations sur les poignets et les chevilles attestant qu'il avait été enchaîné.

Zaman Khan Marri avait été enlevé, le 19 août 2010, près de son cabinet sur la Jinnah Road, à Quetta par les forces de sécurité pakistanaïses alors qu'il revenait de son travail et allait en direction de Killi Kamaloo, à la périphérie de Quetta.

Vers sept heures du soir, tandis qu'il sortait de son cabinet, deux véhicules l'ont bloqué et des inconnus en tenue civile l'ont jeté à l'intérieur d'un fourgon. Les spectateurs ont protesté et ont tenté de s'interposer pour empêcher le fourgon de partir mais les personnes se sont présentés comme les fonctionnaires du FC (Frontalier Corp) et ont menacé d'utiliser leurs armes à feu.

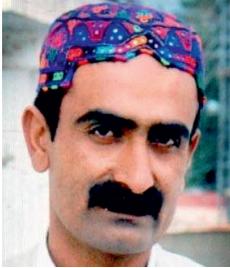
Aussitôt, le président de la Haute Cour du Baloutchistan haut (BHC), avait lancé une exhortation à libérer Zaman Khan Marri en exprimant sa profonde inquiétude Il adressa des messages au gouvernement au commandant du FC. Mais en dépit des préoccupations de la Haute Cour du Baloutchistan. Les autorités du barreau du Baloutchistan ont protesté contre cet enlèvement et cette disparition. Les avocats ont boycotté les juridictions et le président de la Haute Cour de justice du Baloutchistan était intervenu de sa propre autorité contre cette disparition auprès du gouvernement et du commandant du FC.

Zaman Marri avait représenté beaucoup de détenus politiques Baloutches et des personnes disparues. Il avait dénoncé les atrocités commises contre les habitants du Baloutchistan à l'occasion de ses plaidoiries. Il avait reçu des menaces de visiteurs inconnus pour le dissuader d'intervenir dans les affaires de disparitions devant les juridictions.

Zaman Marri s'occupait aussi de la défense de son cousin, Ali Ahmed Marri alias Alliya Marri qui a été arrêté par des personnes en civil, le 7 avril, avec ses trois amis, Khan Kamal Marri, Lala Marri et Lal Mohammad Marri. À ce moment-là, eux aussi étaient route du retour vers Killi Kamaloo, à Quetta, en revenant du marché de fruits et légumes de Hazar Ganji quand des personnes identifiées comme des fonctionnaires du FC ont arrêté leur voiture, leur ont bandé les yeux et mis dans un véhicule qui les attend au poste de contrôle du FC. Le 11 Septembre, le corps mutilé d'Alliya Marri a été retrouvé tout près de là où le corps de Zaman Marri avait été abandonné.

## 48. Ali Sher Kurd

- 21 septembre 2010 : L'avocat, écrivain et poète enlevé à Quetta retrouvé assassiné trois jours plus tard.



Ali Sher Kurd, chroniqueur bien connu, poète et senior avocat auprès de la Haute Cour du Baloutchistan, a été enlevé alors qu'il rendait visite à un parent à Quetta. Selon des sources indépendantes et des rapports publiés par le journal Daily Tawar. Il se trouvait dans la maison d'un parent sur la route de Gilani à Quetta, lorsque les forces de sécurité ont fait irruption dans sa maison et l'ont arrêté. Son sort est demeuré inconnu comme celui de milliers d'autres militants baloutches enlevés.

Trois jours plus tard, le 23 Septembre, le cadavre criblé de balles d'Ali Sher kurd a été retrouvé par un passant la nuit sur la voie Sultan Ibrahim Khan, dans le district de Khuzdar, à 300 km de Quetta. Il avait le cou rompu et portait des marques de tortures sur les différentes parties de son corps. Les analystes politiques croient que l'avocat a été tué à cause de ses engagements politiques et de ses écrits. Il apportait une contribution régulière au journal *Daily Ostoman*.

Ali Sher Kurd était le troisième avocat enlevé du Baloutchistan, après Zaman Khan Marri (19 août 2010) et Munir Mirwani avaient été enlevés par les services de renseignement pakistanais. Zaman Khan Marri a été tué pendant sa détention alors que Munir Mirwani enlevé, alors qu'il se rendait de son cabinet d'avocat à son domicile, est toujours porté disparu.

Les avocats de Khuzdar ont boycotté les audiences judiciaires et demandé au gouvernement de prendre des mesures efficaces pour assurer la sécurité publique en général au Baloutchistan. Diverses organisations de gauche et nationalistes baloutches, y compris la Fédération des étudiants ont organisé une manifestation de condamner l'enlèvement, la torture et l'assassinat qui a suivi. Les manifestants ont scandé des slogans contre les services de renseignement qui, selon eux, sont responsables de la mort de Kurd, ainsi que 16 autres personnes qui avaient été enlevées et assassinées dans le courant de 2010.



*Le martyr des avocats baloutches*

## 49. Amanullah Achakzai

– 8 juin 2016 : Le directeur de la faculté de droit de l'Université du Baloutchistan abattu dans la région de Kalli Tarkha



Amanullah Achakzai a été abattu alors qu'il se rendait à son travail par des assaillants inconnus circulant à moto qui ont ouvert le feu sur lui, à Spini Road dans la région de Kalli Tarkha. Son véhicule a été criblé de balles par les hommes armés. Grièvement blessé, Amanullah Achakzai a succombé à ses blessures avant son arrivée à l'hôpital civil de Quetta.

Selon la police, il n'y a pas eu de revendication de la responsabilité de l'attaque et le motif ne pourrait pas être immédiatement établi. Selon les proches de la victime, on ne lui connaissait aucune inimitié. Un groupe d'avocats est arrivé à l'hôpital et a vivement protesté contre l'incident. Plus

tard, ils ont marché vers Governor House où ils ont lancé des slogans anti-gouvernementaux.

Professeur et avocat, Amanullah Achakzai, était le directeur du Law College de Quetta. Il était le neveu du gouverneur du Baloutchistan, Muhammad Khan Achakzai ainsi que du leader du Pashtunkhwa Milli Awami Party (PPAFM), Mehmood Khan Achakzai.

Le ministre en chef du Baloutchistan a sévèrement condamné l'assassinat du directeur et exhorté la police à arrêter les coupables.

Les avocats ont annoncé un boycott des tribunaux pour protester contre le meurtre.

L'assassinat d'Amanullah Achakzai a inauguré, en 2016, la triste série des homicides qui soint venus frapper les avocats balouches.

## 50. Jahanzaib Alvi

– 2 août 2016 : Abattu par des hommes armés dans le quartier de Faisal à Quetta

Le 2 août 2016, Jahanzaib Alvi, a été abattu par des hommes armés dans le quartier de Faisal à Quetta. Il revenait du palais de justice dans sa voiture lorsque des personnes armées à moto ont ouvert le feu. Il a été touché par 10 balles causant sa mort instantanée sur place. Aussitôt après avoir appris la mort de Jahanzaib Alvi, Bilal Anwar Kasi, éminent avocat spécialiste de droit pénal et président du Barreau du Baloutchistan (Balochistan Bar Association (BBA)), a fermement condamné l'assassinat et annoncé une grève de deux jours dans tous les tribunaux et les avocats inférieurs et supérieurs Il a dénoncé le trop grand nombre d'assassinats ciblés survenus à Quetta au cours des dernières semaines, dont plusieurs avaient visé des avocats. Il exigé l'arrestation immédiate des assassins. Six jours plus tard, au matin du 8 août, alors qu'il se rendait au palais de justice, Bilal Kasi, à son tour, a reçu 10 balles dans le corps.

Six jours plus tard, Bilal Anwar Kasi a été abattu dans la rue à Quetta, au matin du 8 août 2016. Lui se rendait au palais de justice alors que son confrère quelques jours plus tôt s'y rendait. Son corps atteint de 10 balles a été emmené à l'hôpital public de Quetta où il a été déclaré mort. L'assassinat allait constituer le prodrome d'un massacre sans précédent frappant la profession tout entière.

## 51. Bilal Anwar Kasi

– 8 août 2016 : L'assassinat du bâtonnier du Baloutchistan à Quetta prélude à la mort d'au moins 54 avocats accourus pour le pleurer



Bilal Anwar Kasi, 46 ans, bâtonnier du Barreau du Baloutchistan (Balochistan Bar Association - BBA), a été assassiné dans la rue, à Quetta, alors qu'il se rendait au palais de justice.

Deux jours plus tôt, aussitôt après avoir appris la mort de Jahanzaib Alvi, un membre de son barreau qui venait d'être abattu à Quetta, par des hommes à moto alors qu'il revenait du palais de justice, Bilal Anwar Kasi, éminent avocat spécialiste de droit pénal et président en exercice du barreau du Baloutchistan avait fermement condamné le trop grand nombre d'assassinats ciblés survenus à Quetta au cours des

dernières semaines, dont plusieurs avaient spécifiquement visé des avocats. Il avait solennellement exigé l'arrestation sans délai des assassins de l'avocat et organisé une grève des avocats de deux jours dans tous les tribunaux inférieurs et supérieurs

Six jours plus tard, Bilal Anwar Kasi a été abattu dans la rue à Quetta, au matin du 8 août 2016. Lui se rendait au palais de justice alors que son confrère quelques jours plus tôt s'y rendait. Son corps atteint de 10 balles a été emmené à l'hôpital public de Quetta où il a été déclaré mort. L'assassinat allait constituer le prodrome d'un massacre sans précédent frappant la profession tout entière.

Aussitôt, la nouvelle de l'assassinat connue, l'ensemble des avocats s'est mis en marche spontanément vers l'hôpital pour se rassembler devant le service des urgences où gisait le corps du bâtonnier, criblé de blessures par balle, afin d'exprimer sa douleur mais aussi sa colère. C'est alors qu'un kamikaze s'est glissé parmi les avocats en deuil devant l'hôpital civil de Quetta et a fait exploser la charge explosive qu'il portait sur lui au milieu de la foule compacte et vulnérable, venue pour se recueillir et demander justice.

L'attentat a fait plus de 70 morts et plus de 120 blessés, y compris les femmes et les enfants. On a cité le chiffre de 63 avocats morts dans l'attentat mais 54 d'entre eux seulement ont pu être identifiés. Avec Jahanzaib Alvi et Bilal Anwar Kasi, ils sont au minimum 56. Il y a eu 92 blessés. Au total, ce sont quelques 150 des 280 avocats du Baloutchistan qui ont été tués ou blessés le 8 août à Quetta. Toute une génération d'avocats - petite communauté très unie à Quetta - a été décimée dans l'attaque du 8 août à Quetta. *"Nous avons perdu tous nos dirigeants"*, a déclaré Attaullah Langov, ancien secrétaire du barreau du Baloutchistan, évoquant *"un vide qui ne sera jamais comblé de notre vivant"*. Les avocats à travers tout le Pakistan ont décidé boycotter les procédures judiciaires en signe de protestation. Le Conseil national du barreau du Pakistan (PBC) a demandé aux avocats du pays d'observer un deuil d'une semaine. Entre 54 et 63 avocats auraient été tués.

L'enchaînement des événements suffit à démontrer, même si plusieurs journalistes ont été frappés, que c'était bien le bâtonnier du Baloutchistan et les avocats de son barreau qui étaient visés dans l'attentat programmé. Si les avocats sont régulièrement pris pour cible au Pakistan, lors d'assassinats ciblés ou d'attaques, l'attentat du 8 août 2016, est la première tuerie d'une telle ampleur contre la profession d'avocat.

La faction talibane Jamaat-ul-Ahraar (JuA), groupe dissident du Tehrik-e-Taliban (TTP) a revendiqué l'attentat en même temps que les djihadistes de l'État islamique.

## 8 août 2016 : *Le massacre de Quetta*

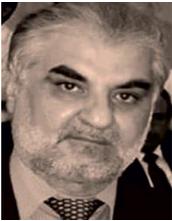
### *Baz Mohammad Kakar*



Baz Mohammad Kakar, 45 ans, plus de 20 ans de barreau, avait été à deux reprises bâtonnier du barreau du Baloutchistan. Arrêté en 2007, après que le régime de Pervez Musharraf ait déclaré urgence dans le pays, il avait été la figure de proue du mouvement pro-démocratique, qui au cours des années 2007-2009, a obtenu la restauration des juges destitués. Après avoir été l'un des premiers avocats baloutches à faire allégeance à l'ancien Juge en chef Iftikhar Mohammad Chaudhary, il est resté un militant et a fait campagne pour la règle

de droit au Pakistan et a joué un rôle important dans le mouvement des avocats au Baloutchistan

### *Qahir Shah*



Qahir Shah, 48 ans, 22 ans de barreau, ancien vice-président du barreau auprès de la Cour suprême du Pakistan, il était le secrétaire général du barreau du Balouchistan and vice-président de Conseil de l'Ordre du Balouchistan. Il venait de signer son acte de candidature pour le poste de secrétaire général du barreau du Balouchistan deux jours seulement avant sa mort. Il était le conseiller juridique de la municipalité de Quetta.

### *Sunghat Jamaldini*



Sunghat Jamaldini, 35 ans, 16 ans de barreau et fils d'un sénateur, était candidat au poste de secrétaire des finances lors des prochaines élections du Barreau Haute Cour du Balouchistan.

Membre de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan, il travaillait sur la question des disparus au Baloutchistan.

Des organisations internationales de défense des droits de l'Homme dénoncent depuis des années les exactions au Baloutchistan des forces de sécurité, accusées d'avoir fait

"disparaître" des milliers de personnes, notamment des militants séparatistes non violents. L'armée, qualifiant les séparatistes de "terroristes", réfute régulièrement ces accusations.

Sunghat Jamaldini était aussi un militant actif en faveur des droits des femmes, menant un combat difficile et de longue haleine dans un pays conservateur et patriarcal.

## ***Adnan Kasi***



Adnan Kasi, 38 ans, 10 ans de barreau avait passé les examens du barreau à Londres au début des années 2000, et était devenu le plus jeune dirigeant de la Faculté de droit de Quetta, où il a instauré des mesures pour en finir avec le népotisme et la tricherie. Il avait fondé son propre cabinet, exerçait à la Cour suprême et faisait campagne pour le poste de secrétaire général à la prochaine élection de l'Association du Barreau Haute Cour du Balouchistan, prévue pour le 13 août.

## ***Chakar Rind***



Chakar Rind, 38 ans, 11 ans de barreau, originaire de Turbat dans District de Kech de Balouchistan, Chakar Rind, il avait obtenu son LLB et une maîtrise en sociologie de la Faculté de droit de Quetta. Il était membre du comité central de l'Organisation des étudiants baloutches.

## ***Dawood Kasi***



Dawod Kasi, 40 ans. 16 ans de barreau, était un militant passionné de l'état de droit dans le pays. Il a pris une part active dans le mouvement pour la restauration de l'ancien juge Iftikhar Chaudhry.

Il a été président de l'Association du Barreau du Balouchistan (BBA) en 2014.

## ***Gul Zareen Kasi***



Gul Zareen Kasi, 34 ans, 4 ans de barreau, oeuvrait à l'instauration d'un système de justice pour mineurs juste au Pakistan et a travaillé avec des organismes de protection de l'enfance comme Sanjog et la Société pour la protection des droits de l'enfant.

## ***Askar Khan Achakzai***



Askar Khan Achakzai, 32 ans, 7 ans de Barreau, était le frère cadet d'Asghar Khan Achakzai, le président du Parti National Awami (ANP) du Balouchistan.

## ***Jamal Abdul Naseer***



Jamal Abdul Naseer, 42 ans, 12 ans de Barreau, avait été un membre actif du barreau dans sa lutte pour la restauration des juges destitués. Il faisait campagne pour la création d'un forum des juristes professionnels à Quetta.

## ***Qazi Bashir***



Qazi Bashir 46 ans, 19 ans de barreau a obtenu son diplôme de droit à la Faculté de droit de Quetta. Il était aussi un militant politique actif et le secrétaire de la section des juristes du Parti national. Sa femme est professeur adjoint au collège de filles à Quetta.

## ***Ghulam Muhammad***



32 ans, 5 ans de barreau

## ***Jamil ur Rehman Qazi***



Jamil ur Rehman Qazi 40 ans, 11 ans de Barreau avait déménagé récemment pour s'installer à Quetta à la recherche d'une base plus sûre pour sa famille, après avoir été grièvement blessé à Khuzdar en 2013 par des hommes armés qui avaient ouvert le feu sur lui.

## ***Malik Wazeer Kasi***



Malik Wazeer Kasi, 37 ans, 9 ans de Barreau, a pris part au mouvement pour la restauration des juges destitués pendant le régime Musharraf.



*Le martyr des avocats baloutches*

***Qaiser Sherani  
Khan***



30 ans, 4 ans de barreau

***Muhammad  
Imran Sheikh***



31 ans, 5 ans de barreau

***Rehmat Kharotai***



32 ans, 6 ans de barreau

***Mir Mehmood  
Ahmed Lehri***



43 ans, 10 ans de barreau

***Muhammad  
Saleem Butt***



54 ans, 29 ans de barreau

***Bashir Ahmed  
Zehri***



50 ans, 14 ans de barreau

***Ghani Jan Agha***



52 ans, 16 ans de barreau

***Naseer Langove***



32 ans, 5 ans de barreau

***Muhibullah***



39 ans, 10 ans de barreau

***Nooruddin  
Rakhshani***



45 ans, 15 ans de barreau

***Manzar Siddique***



46 ans, 19 ans de barreau

***Noorullah Kakar***



39 ans, 16 ans de barreau

***Munir Ahmed  
Mengal***



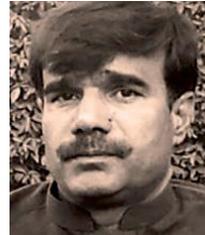
46 ans, 11 ans de barreau

***Naqeebullah  
Tareen***



31 ans, un an de barreau

***Muhammad Ayub  
Sadozai***



44 ans, 17 ans de barreau

***Attaullah Kakar***



40 ans, 12 ans de barreau

***Hafeezullah  
Mengal***



36 ans, 3 ans de barreau

***Hafeezullah Khan  
Mandokhail***



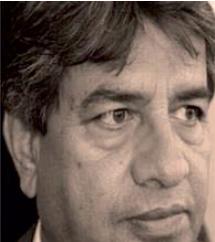
32 ans, moins d'un an de barreau

***Ghani Mashwani***



44 ans, 14 ans de barreau

***Muhammad  
Ashraf Sulehri***



56 ans, 16 ans de barreau

***Ainuddin Nasar***



42 ans, 10 ans de barreau

***Syed Ziauddin***



26 ans, 2 ans de barreau

***Ghulam Haider  
Kakar***



37 ans, 2 mois de barreau

***Aimal Khan  
Watanyar***



23 ans, un an de barreau

***Abdullah  
Achakzai***



39 ans, 4 ans de barreau

***Muhammad Ali  
Satakzai***



45 ans, 16 ans de barreau

***Sarfaraz Sheikh***



42 ans, 11 ans de barreau

***Abdul Nasir Kakar***



43 ans, 13 ans de barreau

***Waqas Khan  
Jadoon***



31 ans, 4 ans de barreau

***Taimoor Shah  
Kakar***



29 ans, 1 an de barreau

***Arthur Victor***



39 ans, 14 ans de barreau

***Sher Gul Davi***



29 ans, 4 ans de barreau

***Feroz Khan***

44 ans, 17 ans de barreau

***Sabir Ali***

29 ans, 2 ans de barreau

***Ghulam Farooq  
Badini***

35 ans, 3 ans de barreau

***Bashir Ahmed  
Kakar***

8 ans de barreau

***Amanullah  
Langove***

30 ans, 13 ans de barreau

***Faizullah Khan  
Sargarah***

62 ans, 28 ans de barreau

***Ghousuddin***

41 ans, 13 ans de barreau

***Abdul Rashid***

48 ans, 26 ans de barreau

## *Au Pakistan comme ailleurs, abattus parce qu'ils sont des avocats*

### **52. Mohammad Hanif Khan**

– 21 mars 2011 : Abattu sur le chemin de la mosquée à Karachi.

Mohammad Hanif Khan, 65 ans, membre du barreau de Karachi et secrétaire général du Parti national Awami (ANP) de Karachi Ouest, a été abattu, dans le secteur de Metroville Site, alors qu'il se rendait à la mosquée pour la prière du Fajr. Deux hommes armés non identifiés sur une moto ont ouvert le feu sur lui au moment où il venait de sortir de sa maison, le blessant grièvement. Il a été emmené à l'hôpital Jinnah où il a succombé à ses blessures. Les tueurs à moto ont réussi à s'échapper.

Originaire de Ghalegai Barikot, dans le district de Swat, Hanif Khan s'était installé comme avocat à Karachi. Le meurtre a provoqué de graves troubles. La foule en colère a lancé des pierres sur des propriétés publiques. Les manifestants ont bloqué la route et ont exigé que le gouvernement arrête les coupables.

Le barreau de Karachi a organisé une manifestation de protestation dans l'enceinte du Palais de justice. Plusieurs mois après les policiers n'avaient fait aucun progrès dans l'enquête. Le secrétaire général du barreau de Karachi (KBA), Haider Imam Rizvi, a critiqué avec véhémence, une première fois, la passivité de la police.

### **53. Liaquat Qureshi**

– 29 avril 2011 : Abattu en pleine rue à Karachi.



Liaquat Qureshi, ancien membre de l'Assemblée provinciale (MPA), membre du Muttahida Qaumi Movement (MQM), a été abattu sur la voie publique à Abul Hassan Isfahani, à Karachi.

Des hommes armés non identifiés circulant sur deux motos placées en embuscade ont ouvert le feu sur lui près de Chowrangi Maskan, alors qu'il revenait à son domicile vers minuit. Atteint par une des balles, Liaquat Qureshi a succombé à ses blessures lors de son transfert à l'hôpital.

Liaquat Qureshi avait été élu membre de l'assemblée de la province du Sindh, sur la liste du MQM en 1993 et 1997. Il a également été membre du comité juridique du MQM de Karachi.

## 54. *Mohammed Kamal Khan*

– 31 mai 2011 : Abattu devant sa résidence de Model Colony.

Mohammed Kamal Khan, avocat auprès de la Haute Cour du Sindh, a été abattu dans le secteur de Model Colony dans la nuit du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin 2011, alors qu'il marchait dans une rue. Deux individus armés ont ouvert le feu sur lui. Il a été transféré à l'hôpital où il est mort en recevant des soins. Le barreau de Karachi (KBA) a décidé de faire observer une grève.

Le Secrétaire général du KBA, Haider Imam Rizvi, a de nouveau fermement condamné l'assassinat et a déploré que le KBA ne soit toujours pas parvenu à obtenir que le gouvernement prenne des mesures de protection et de sécurité.

Les avocats de la ville et ceux de Malir ont observé une grève complète des audiences devant les tribunaux. Ils ont organisé une manifestation en portant des brassards noirs et hissant un drapeau noir sur les toits du Palais de Justice.

## 55. *Ali Mohammed Dahiri*

31 mars 2011 : L'ancien vice-président du barreau du Sindh, abattu à Nawabshah.



Ali Mohammad Dahiri, avocat à Nawabshah, ancien vice-président du Conseil du barreau auprès de la Haute Cour du Sindh, (SHCBA), a été abattu le 31 mars 2011, alors qu'il se rendait du palais de justice à son domicile avec sa petite-fille Hawa, âgée de 3 ans. Quatre hommes circulant sur deux motos ont ouvert le feu sur eux. Sa petite-fille, grièvement atteinte, a été transportée à Karachi dans un état critique. Elle devait mourir, à son tour, trois jours plus tard.

L'assassinat a suscité un mouvement de peur dans la ville et les principaux marchés ont été fermés. Le barreau du district de Nawabshah a annoncé un boycott des activités judiciaires pendant sept jours. De son côté, le barreau de la province du Sindh a annoncé une grève à laquelle le barreau de Karachi (KBA) s'est associé pour protester contre les « attentats ciblés » visant les avocats.

La présidente du barreau de la Cour suprême (SCBA), Asma Jahangir, qui est l'ancienne présidente de la Commission pakistanaise des droits de l'Homme et fut notamment Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, a exprimé sa consternation et sa douleur. Elle a regretté la détérioration de l'état de droit et de l'ordre public dans le pays et accusant le gouvernement d'avoir échoué à protéger les avocats en particulier et les vies et les biens des citoyens en général.

Ali Mohammed Dahiri était un avocat très connu. Elu à trois reprises comme président du barreau du district de Nawabshah, il avait été le vice-président du Sindh Bar Council, le barreau de la province du Sindh. À ce titre, il avait pris une part active au mouvement de protestation mené par les avocats en 2007 pour obtenir la restauration des juges, lorsque le président Moucharraf a limogé le président de la Cour suprême, puis en faveur de la constitution et de l'état de droit, lorsque l'état d'urgence avait été décrété. Il venait par ailleurs d'être élu président exécutif du Forum des avocats de la *Ligue musulmane - F du Pakistan*.

## ***56. Zia Alam***

– 13 juin 2011 : *L'avocat d'un terroriste présumé abattu par balles au nord de Karachi.*

**Zia Alam**, 40 ans, ancien vice-président du district ouest du *Pakistan People's Party*, (Parti du Peuple du Pakistan), avocat de renom et militant PPA du quartier Ouest, a été abattu le 13 juin 2011, dans le nord de Nazimabad. Trois balles l'ont atteint et Zia Alam est mort sur le coup.

Zia Alam a été l'avocat d'Ajmal Pahari, accusé de terrorisme et d'être responsable de la mort de plus d'une centaine de personnes. Il s'était démis de ses fonctions de président du *Pakistan People's Party*, du district ouest de Karachi, quand il a entrepris la défense de Pahari, proche du Mouvement Muttahida Qaumi (MQM). Il avait obtenu son acquittement.

Le barreau de Karachi a lancé un nouvel appel à la grève et un boycott des activités judiciaires devant les tribunaux. Une fois encore, un drapeau noir a été hissé sur le toit du palais et les avocats ont repris leurs brassards noirs.

## ***57. Rana Shamshad Ahmed***

– 24 avril 2011 : *Blessé par des hommes armés près de sa résidence.*

**Shamshad Rana**, 46 ans, membre de la Ligue musulmane pakistanaise-PML-N Lawyers Forum, a été blessé dans une attaque près de son domicile dans le secteur de Gulshan-i-Jamal à Karachi, par des hommes armés sur une moto. Il a été atteint par quatre balles et transporté dans un hôpital de Road Stadium.

Le Forum des Avocats PML-N Lawyers a condamné l'agression, qu'aucune inimitié personnelle ne serait susceptible d'expliquer, qui est l'illustration de la « *menace permanente pour la sécurité des avocats qui devrait être prise en considération par les services répressifs* »,

Le barreau de Karachi KBA a une fois encore reproché au gouvernement de ne pas parvenir à protéger la vie des citoyens, et a exigé que les autorités concernées arrêtent les coupables et les traduisent en justice.

## ***58. Mohammad Junaid***

– 27 juillet 2011 : *Un avocat de la Haute Cour du Sindh tué à Gulberg.*

Mohammad Junaid, 35 ans, avocat auprès de la Haute Cour du Sindh, a été abattu de deux balles par deux hommes armés à moto devant sa maison, à Gulberg, le 27 juillet 2011. Il a été transporté à l'hôpital Abbasi Shaheed où il est mort. Mohammad Junaid, inscrit au barreau en 2007 comme avocat des tribunaux subalternes, était devenu avocat auprès de la Haute Cour du Sindh deux mois plus tôt. Il semble que le meurtre ait été lié à l'enquête sur le meurtre de l'avocat Mukhtar Bokhari Abbas. Mohammad Junaid était chargé d'investigations dans des affaires du mouvement interdit Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) alors que Mukhtar Bokhari Abbas avait quant à lui des relations avec des suspects affiliés à Sipah-e-Mohammad Pakistan. Selon la police, les tireurs auraient été identifiés comme des affiliés du Jamaat Ahle Sunnat Wal (ASWJ), anciennement appelé le SSP.

## ***59. Mohammad Saleem Bhatti et Fahim Riaz Siddiqi***

– 28 juillet 2011 : *Abattus alors qu'ils rentraient chez eux en voiture*

Quelques jours seulement après Mukhtiar Abbas Bukhari et Mohammad Junaid, deux autres avocats, Mohammad Saleem Bhatti, 45 ans, et Fahim Siddiqi Riaz, 50 ans - tous deux affiliés à la ligue musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N) - ont été abattus, alors qu'ils rentraient chez eux en voiture.

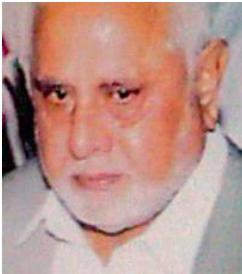
Tous les deux ont reçu une balle tirée à bout portant dans le visage.

Fahim Riaz Siddiqi, de Liaquat Square, à Malir, était le principal organisateur du Forum des avocats de la ligue musulmane du Pakistan-Nawaz tandis que Mohammad Saleem Bhatti avait été vice-président de la section provinciale des avocats PML-N. Fahim Riaz Siddiqi avait travaillé sur l'affaire de l'enlèvement du chef de la PML-N, Nawaz Sharif.

Les victimes étaient toutes deux des membres du barreau de Karachi et de l'Association du barreau de la Haute Cour du Sindh. Le président du KBA, Mohammad Aqil, a décrété une grève de tous les tribunaux de la province.

## ***60. Nasrullah Warraich***

9 janvier 2012 : *L'ancien président du Conseil du Barreau du Pakistan (PBC) abattu.*



Nasrullah Warraich, 70 ans, ancien président du Conseil du Barreau du Pakistan, ancien membre du former Punjab Bar Council (PBC) a été assassiné à Lahore par des inconnus devant sa maison dans le quartier Gulshan-e-Ravi, à Lahore.

Le 9 janvier 2012., l'avocat est allé ouvrir sa porte après avoir entendu frapper aux alentours de 19 heures. Il a reçu une balle dans sa tête.

Nasrullah Warraich avait représenté le gouvernement fédéral dans l'affaire de l'amendement 18.

En juillet cinq tueurs à gages ont été arrêtés et ont également avoué avoir tué Kamran Riaz, un proche parent de Nasrullah Warraich. Mais les véritables auteurs n'ont pas été retrouvés. Quatre suspects ont fui à Dubai.

Les avocats de l'ensemble du pays ont observé une grève pour protester contre son assassinat alors que le président de la Cour suprême Iftikhar Muhammad Chaudhry s'était saisi motu suo de l'affaire.

## ***61. Masood Abid Naqvi***

– 4 décembre 2012 : *Blessé près de la Haute Cour de Lahore*

Masood Abid Naqvi a été grièvement blessé lors d'une attaque ciblée par des individus non identifiés qui ont tiré sur lui près de la Haute Cour de Lahore. Le conseil du barreau du Pendjab a ordonné un boycott des procédures judiciaires dans la province et averti le gouvernement d'arrêter immédiatement les agresseurs sinon les avocats prolongeraient la grève, condamnant le silence du gouvernement alors que les avocats sont constamment ciblés à travers le pays.

## ***62. Maqbool-ur-Rehman***

*– 11 janvier 2012 : L’avocat des disparus assassiné à Jamshed*

Maqbool-ur-Rahman 49 ans, avocat auprès de la Haute Cour du Sindh (SHC) a été abattu le 11 janvier 2012, à Jamshed alors qu’il se rendait à son domicile à Gulistan-i-Jauhar. Cinq assaillants à bord de deux motos l’attendaient près du Collège Islamia et ont criblé son pickup de balles. Rahman, mort sur le coup tandis que son chauffeur a été blessé.

Maqbool-ur-Rehman était spécialisé dans les affaires de personnes appartenant à des anciennes organisations sectaires notamment le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP), devenu le Ahle Sunnat Wal Jamaat (ASWJ). Il intervenait dans une douzaine d’affaires de personnes portées disparues après leur arrestation présumée par les forces de l’ordre.

Maqbool ur Rehman venait juste de demander à la Haute Cour de Sindh de lui octroyer une protection personnelle après avoir reçu des menaces. Sa demande de protection avait été reportée de quelques jours en raison d’un manque de juges.

## ***63. Saleem Raza***

*– 8 février 2013 : Retrouvé assassiné à Lahore alors qu’il venait plaider devant la Haute Cour*

Saleem Raza, avocat d’Arifwala, a été retrouvé mort dans une chambre d’hôtel à Lahore, où il était venu pour plaider devant la Haute Cour. Saleem Raza, retrouvé dans son costume d’avocat, aurait été étranglé.

Saleem Raza était venu pour s’occuper devant la Haute Cour de Lahore d’une affaire d’assassinat survenu à Arifwala, dix ans plutôt. Selon le père de la victime, le client de Saleem Raza, le meurtre aurait un lien avec les assassins de son fils. Les coupables avaient été condamnés à mort, tandis qu’un autre avait été condamné à la réclusion à perpétuité.

Les barreaux de Pakpattan et d’Arifwala ont décidé une grève.

## ***64. Mian Muhammad Tariq***

*– 8 février 2013 : Abattu à Karachi, capital du Sindh*

Mian Mohammad Tariq, 55 ans, avocat principal de la Haute Cour du Sindh a été abattu à Gulistan-i-Jauhar, à Karachi, par des inconnus alors qu’il garait sa voiture à l’intérieur de son immeuble. Un homme armé a tiré un seul coup de feu sur lui et s’est échappé du parc de stationnement de Haroon Royal City.

Atteint par une balle dans le dos qui lui a transpercé le corps, Mian Mohammad Tariq est décédé à l’hôpital où il avait été transporté en raison d’une perte de sang. Il s’occupait de causes de nature civile, notamment d’une affaire dans laquelle les propriétaires d’un lopin de terre de la région de Khokhrapar soutenaient qu’ils avaient été lésés par un constructeur. Il défendait une partie qui prétendait avoir été dépossédée parce qu’elle était la propriétaire légitime de la terre.

Les barreaux de Karachi et de Malir ont lancé un appel à la grève. Le président du Barreau de Karachi, Naeem Qureshi a annoncé que les avocats respecteraient un boycott complet de toutes les procédures judiciaires, pour protester contre le meurtre.

## 65. Chaudhry Aslam

– 28 mars 2013 : Un avocat à la Cour suprême, abattu à Rawalpindi.

Des assaillants armés inconnus ont ouvert le feu sur la voiture de Chaudhry Muhammad Aslam, un avocat principal de la Cour suprême, près de l'hôpital de la Fondation Fauji à Rawalpindi, et l'ont tué sur le coup. Les assaillants ont réussi à s'échapper de la scène.

## 66. Zain Ghaffar

– 22 mai 2013 : Assassiné à Lahore parce qu'il poursuivait en justice les assassins de sa famille



Zain Ghaffar, jeune avocat de 26 ans, a été tué à Lahore par un groupe de motocyclistes, au moment où il sortait de sa maison pour se rendre au Palais de justice. Des hommes armés ont ouvert le feu directement sur l'avocat et se sont enfuis après s'être assuré de sa mort.

Il était plaignant dans une affaire au nom de ses parents qui ont été assassinés il y a six mois sur les terres valant des dizaines de millions de roupies.

Son frère avait également été tué il y a six mois à Gojranawala et il poursuivait également ses assassins. La police de Gujranwala l'avait informé dix jours avant son assassinat que sa vie était menacée et lui avait conseillé de rester prudent. Deux des quatre coupables impliqués dans l'assassinat de ses parents s'étaient enfuis et n'avaient pas pu être repris.

Malgré l'avertissement de la police, aucune protection ne lui a été fournie. Zain Ghaffar devait intervenir devant un Tribunal local quand il a été abattu. La veille, il avait plaidé à la Divisional Bench Court Session dans la salle d'audience de la Haute Cour de Lahore contre Shahid Ikram Siddiqui, l'un des avocats les plus renommés du Pakistan. Puis, l'audience avait dû être ajournée au lendemain. Le lendemain, les juges ont annoncé que Zain avait été abattu. Zain Ghaffar voulait la justice pour l'assassinat des membres de sa famille et c'était là sa seule faute. Le 19 mai, il avait mis à jour son statut plutôt ironique et triste sur Facebook, où il dit «*RIP Zahra Hussain. Nous avons honte. Votre tueur est une brute.*»

Le barreau de Lahore et le Conseil de l'Ordre du Pendjab ont annoncé une grève.

## 67. Sardar Ameer Khan

– 11 avril 2014 : Tué avec son neveu à l'entrée du Tribunal de Rawalpindi

Sardar Ameer Khan (ou Samir Amir), un avocat chevronné – candidat au Conseil du barreau du Pendjab – et son neveu ont été pris dans une fusillade devant une entrée réservée à l'entrée des juges d'un Tribunal de district de Rawalpindi. Des hommes ont ouvert le feu blessant grièvement Sardar Ameer Khan et tuant son neveu sur le coup. Deux autres personnes ont été blessées. Les assaillants ont pris la fuite en emmenant avec eux Sardar Ameer Khan. Pris en filature, ils ont été arrêtés par la police. L'avocat a alors été transféré à l'hôpital, mais il a succombé à ses blessures.

## 68. *Naimat Ali Randhawa*

– 26 septembre 2013 : *Abattu à Karachi parce qu'il défendait un journaliste de télévision*



Naimat Ali Randhawa a été abattu par des hommes à moto qu'il rentrait, avec son fils, Tauqir Ali, à son domicile de Nazimabad, après avoir accompli ses obligations professionnelles. Le père et le fils, tous deux blessés, ont été transportés à l'hôpital où Naimat Ali Randhawa a succombé à ses blessures. La famille judiciaire a boycotté les audiences judiciaires.

Ancien procureur spécial du gouvernement du Sindh, Naimat Ali Randhawa, également vice-président de la section des avocats de la Ligue musulmane du Pakistan-

Nawaz (PML-N) du Sindh, Randhawa avait été récemment saisi de la célèbre affaire du journaliste de télévision Babar Wali, comme avocat privé.

La police a arrêté le 30 septembre un militant du *Muttahida Qaumi Movement* (MQM), et trois autres personnes qui ont avoué avoir tué Naimat Ali Randhawan parce qu'il avait accepté de prendre l'affaire de Wali Khan Babar, qui avait été abattu à Karachi en janvier 2011, alors qu'il revenait de son travail. Les six témoins clés dans l'affaire ont été assassinés les uns après les autres.

## 69. *Furqan Ahmad*

– 7 février 2013 : *Torturé au commissariat de police de Gulberg à Peshawar parce qu'il n'aurait pas été « coopérant »*



Furqan Ahmad, a été placé en détention par les autorités locales au poste de police de Gulberg, le 7 février. Selon la police, il aurait été arrêté à l'occasion d'une bagarre entre deux groupes armés. Il a ensuite été maintenu en détention illégale et roué de coups, ce qui a entraîné des blessures multiples à la suite desquelles il a du rester hospitalisé pendant plusieurs jours.

Pour justifier l'arrestation, les policiers ont déclaré que lorsque l'avocat a été arrêté, ils auraient saisi certaines armes, dont une kalachnikov, ce qui avait été consigné dans le procès-verbal. Ils indiquaient aussi que l'avocat n'avait pas été « coopérant ».

Furqan Ahmad, a déposé une plainte à la suite de laquelle cinq des fonctionnaires ont été inculpés pour séquestration et blessures envers l'avocat. Quatre d'entre eux ont été arrêtés et envoyés en prison par le juge judiciaire. Un autre a été libéré sous caution par la Haute Cour de Lahore.

Selon l'avocat de Furqan Ahmad, Waqar Ahmad, la police avait bien retrouvé deux pistolets sous licence qui lui ont été restitués. Il a réfuté le fait qu'une Kalachnikov ait été retirée au plaignant par la police.

Les membres du barreau ont lancé un mouvement de protestation et sur une réclamation adressée par l'Association du Barreau de Peshawar, le juge en chef de la Cour Suprême s'était lui-même saisi de l'incident.

## ***70. Rao Abdul Rashid, Tanveer Haider Shah et Fizza Malik***

*– 3 mars 2014 : Trois avocats tués dans un attentat suicide contre le Palais de Justice à Islamabad*



Rao Abdul Rashid Tanveer Haider Shah et Fizza Malik

Le 3 mars 2014, des hommes armés ont tué onze personnes dont trois avocats avant de se faire exploser. Six hommes armés d'armes automatiques et de grenades se sont introduits, vers 9 heures du matin dans les passages étroits qui séparent les divers bâtiments de la Cour de district d'Islamabad. Lors d'un assaut qui a duré 45 minutes, ils ont ouvert le feu sans discernement avec des armes automatiques, après avoir lancé des grenades dans les salles d'audience.

Les agresseurs ont cherché le cabinet du juge Rafaqat Awan qui avait été pendant plus dix ans avocat au barreau d'Islamabad avant d'être élevé au poste de juge en 2013. Un des hommes armés est entré dans la salle d'audience du juge Rafaqat Awan, a tiré et l'a tué. Le juge Awan avait libéré en 2013 l'accusé d'une affaire de blasphème et avait été averti par ses collègues d'avoir à se tenir sur ses gardes. Il déclarait cependant n'avoir « pas peur des fanatiques ».

Parmi les dix autres victimes, figurent trois avocats : Rao Abdul Rashid, 72 ans, un avocat chevronné d'Islamabad à qui les agresseurs ont ordonné de se lever avant de l'abattre ; Tanveer Haider Shah, 58 ans, avocat auprès de la Cour suprême et une très jeune avocate de 24 ans, Fizza Malik.

Originnaire du village de Phulgaran, Fizza Malik, récemment diplômée en droit de la London School of Law, avait commencé l'exercice de la profession d'avocat à Islamabad, seulement deux mois plus tôt. Deux autres avocats Rai Azhar Hussain et Mian Abdul Razzaq figurent au nombre des 29 blessés.

Deux kamikazes, âgés de 14-15 ans, se sont fait exploser à l'intérieur des bâtiments du Palais de justice. L'un des assaillants s'est fait exploser devant la porte du bureau d'un juge, tandis que l'autre visait le bureau du président de l'ordre des Avocats. Leurs complices ont réussi à s'échapper en abandonnant derrière eux deux armes.

C'est la pire attaque terroriste dans la capitale depuis l'attentat de l'Hôtel Marriott qui avait tué 54 personnes en 2008. Les représentants du Barreau d'Islamabad ont sévèrement fustigé la police pour avoir failli dans sa mission d'assurer la sécurité des magistrats et des avocats. Ils ont reproché aux policiers d'être restés en faction devant les salles d'audience sans essayer de réagir alors que des forces de l'ordre ne sont intervenues que 45 minutes plus tard en se bornant à actionner des sirènes et à procéder au bouclage de la zone.

## **71. Mohammad Idris**

– 3 mai 2014 : *Assassiné avec son chauffeur, à Orangi*

Le 3 mai 2014, les corps de Mohammad Idris et de son chauffeur Noman Shah ont été retrouvés criblés de balles dans la ville d'Orangi, dans la province de Karachi. Les premières informations laissent penser que cet assassinat serait lié à l'engagement politique des victimes, notamment à celui du chauffeur qui était membre du parti « Muttahida Qaumi Movement » ou MQM.

Le MQM est le quatrième parti politique pakistanais et représente la population mohajir (immigrée) de langue ourdou.

Saif Yar Khan, membre du MQM, a exhorté les Gouverneurs de la province du Sind de faire la lumière sur cet assassinat.

## **72. Wakil Sahib Khan Kanasaro**

– 7 juillet 2015 : *Abattu dans le quartier d'Agra à Khaipur*

Wakil Sahib Khan Kanasaro, 65 ans, avocat à la Haute Cour de Sindh (SHC), venait de quitter Gambat pour se rendre à Madd, lorsque six individus non-identifiés l'ont criblé de balles dans la région Agra de Khaipur avant de prendre la fuite. Il a été tué sur le coup.

Wakil Sahib Khan Kanasaro était le père du juge Farman Ali Kanasaro du Tribunal anti-terroriste (ATC) de Karachi. A l'appel du Barreau de la Haute Cour du Sindh (SCBA), le barreau de Karachi (KBA) et le Barreau Malir ont observé une grève totale d'une journée. Les avocats ont également boycotté les procédures judiciaires à la Haute Cour du Sindh, en exigeant l'arrestation des coupables.

## **73. Sajid Chaudhry**

– 11 juin 2016 : *Abattu en se rendant au barreau du district à Gujrat*

Le véhicule de Sajid Chaudhry a été criblé de balles sur Karianwala Road alors qu'il se rendait au barreau du district de Gujrat. Sajid Chaudhry et son chauffeur ont été tués sur le coup.

Le président du barreau de Gujrat, Imran Dhilo a condamné le meurtre et le barreau de Gujrat a décidé d'un boycott des tribunaux en signe de protestation.

## **74. Habibullah**

– 24 décembre 2016 : *Tué dans son cabinet dans la région de Shalimar pour un différend dans un litige foncier*

Plusieurs hommes ont fait irruption dans le cabinet de Habibullah dans la région de Shalimar à Lahore alors qu'il était dans son bureau avec des clients. Les hommes parmi lesquels figurait le propre neveu de l'avocat, Usman, venaient pour régler un conflit de propriété en cours depuis de nombreuses années devant les tribunaux sans avoir trouvé de solution. A la suite d'une courte altercation, Usman a tiré une salve de balles le tuant son oncle sur le coup puis s'est enfui de la scène avec ses complices.

Le 29 décembre 2016, Usman, le principal suspect a été arrêté à la suite d'une perquisition dans la région de Shalimar.

## 75. *Rana Khalid Abbas et Irfan Chohan*

– 25 mai 2015 : *Le président du Barreau de Daska et un autre avocat abattus par la police parce qu'ils manifestaient. Trois autres avocats blessés*



Rana Khalid Abbas, président du Barreau de Daska a été tué par la police, tandis que deux personnes y compris un autre avocat ont été grièvement blessés par les tirs des policiers du Commissariat de police de Daska

L'incident est né de la démarche professionnelle banale d'un avocat local qui s'était rendu auprès des services de l'administration municipale de Daska (TMA), situé en face du poste de police, pour demander une copie d'un acte. Se plaignant d'avoir été mal reçu par un fonctionnaire qui se serait mal comporté avec lui, l'avocat a appelé ses confrères qui auraient violemment protesté et bousculé physiquement les employés du TMA.

La police a été appelée par les fonctionnaires du TMA Daska, et, dans l'effervescence de l'échange de propos véhéments, l'inspecteur du poste de police a ouvert le feu directement sur les avocats, tirant plusieurs balles dans la poitrine de Rana Khalid Hassan, le Président du Barreau de Daska, d'Irfan Chohan et de Zohaib Sahi. Les avocats touchés se sont effondrés sur la route.

Transporté dans un état critique à Hôpital Civil Daska, Rana Khalid Abbas a succombé à ses blessures, comme Irfan Chohan, l'autre avocat blessé, lors de son transfert vers l'hôpital de Lahore. La situation de Zohaib Sahi et d'un passant blessé, a été déclaré critique à l'Hôpital Civil de Daska.

Après la tragédie les avocats du Barreau de Daska, en proie à l'émotion, se sont dirigés en nombre vers le poste de police en protestant violemment et ont lancé des pierres pendant plusieurs heures. Ils ont également bloqué la circulation des routes interurbaines. La police de Daska a lancé des grenades lacrymogènes. A cette occasion, deux autres avocats, Sami Ullah Malhi et Rana Asad, ont été blessés.

Les avocats des Barreaux de Sialkot, Daska, Sambrial et Pasrur ont annoncé trois jours de deuil dans le Pendjab et décidé de se retirer des Tribunaux après 11 heures chaque lundi.

Le Barreau d'Islamabad et le Barreau auprès de la Haute Cour de Lahore ont également annoncé un boycott des procédures judiciaires à travers le pays et ont exigé l'ouverture d'une enquête indépendante sur l'incident. Le Barreau d'Islamabad a en outre exigé la démission immédiate du ministre en chef du Pendjab Muhammad Shahbaz Sharif.

## 76. *Mohammed Jan Gigyani*

– 4 mars 2017 : *L'ancien bâtonnier du barreau de Shabqadar, abattu dans un attentat ciblé à Charsadda*



Muhammad Jan Gigyani, considéré comme un éminent avocat et leader du parti politique laïc, *Qaumi Watan* (QWP), a été abattu dans un meurtre ciblé à Shabqadar, une petite ville de Charsadda, proche de la frontière afghane, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa (K-P). Il conduisait son véhicule vers un tribunal local situé à Haji Zai Shabqadar avec son neveu et deux autres avocats lorsque deux hommes armés à moto l'ont rejoint et ont ouvert le feu sur leur véhicule sur la route principale de Peshawar à Shabqadar. Il est mort pendant son transfert vers un hôpital. Son neveu Raham

Shah, a été légèrement blessé lors de l'attaque. Les deux autres avocats sont restés indemnes.

Muhammad Jan Gigyani était membre du barreau de Charsadda et ancien bâtonnier du barreau de Shabqadar. Le vice-président du conseil du barreau Khyber Pakhtunkhwa, Mohammad Sareer, a condamné le meurtre et une grève a été décidée dans les districts de Peshawar, Kohat, Hangu, Charsadda, Nowshera, Mardan et Swabi, pour protester contre l'incident. Le président du barreau de la Cour suprême de Peshawar, Muzamil Khan, a déclaré que les avocats et les tribunaux avaient été attaqués à plusieurs reprises et qu'ils devraient être protégés pour éviter la répétition de tels incidents.

Le Jamaatul Ahrar, un groupe dissident de l'interdit Tehreek-i-Taliban au Pakistan, a contacté certains journalistes pour revendiquer la responsabilité de l'attaque.

Le 7 mars 2016, Muhammad Jan Gigyani et d'autres avocats avaient survécu à un attentat à la bombe dans un tribunal de Shabqadar qui a fait au moins 19 morts.

Muhammad Jan Gigyani était un défenseur reconnu des droits de l'Homme et un avocat chevronné. Avocat de longue date des membres les plus pauvres de la société, il travaillait notamment sur les droits des femmes et les droits des travailleurs devant les tribunaux. En 2009, il avait été l'un des principaux membres d'Amn Tehreek (Peace Movement), un groupe de promotion de la paix dans les régions en difficulté de la province.

Politiquement, il avait commencé sa carrière politique en rejoignant le parti Pukhtunkhwa Milli Awami (PKMAP). Il s'est ensuite affilié l'ANP et est resté membre de son conseil provincial pendant un certain temps. C'est en 2013, qu'il a rejoint le parti laïc *Qaumi Watan*. Muhammad Jan Gigyani était aussi bien connu en sa qualité de conseiller provincial élu pour le QWP, qui fait partie de la coalition au pouvoir dans la province. Il avait notamment conduit le deuil et accompli des rites funéraires pour une dénommée Alesha, une femme transgenre qui se consacrait à la défense des droits de l'Homme, assassinée en mai 2016.

## 77. *Samiullah Afridi*

– 17 mars 2015 : *L'avocat du médecin qui permet aux Américains de retrouver ben Laden au Pakistan, assassiné par les talibans près de Peshawar*



Samiullah Afridi, avocat auprès de la Haute Cour de Peshawar, défendait le Docteur Shakil Afridi, qui n'est autre que le médecin qui a mis en place un programme de fausses vaccinations à proximité de la zone de résidence de Ben Laden, au Pakistan dans le but d'aider les forces américaines à trouver le chef d'al-Qaïda en mai 2011.

Après le raid du 2 mai 2011, le Dr Afridi a été arrêté sur des accusations de trahison par les autorités pakistanaises. Si les accusations de trahison ont été abandonnées par la suite, le médecin a été reconnu

coupable d'aide à un groupe terroriste interdit, – le Lashkar-e-Taiba – et a été condamné à 33 ans de prison. Mais en août, la déclaration de culpabilité a été annulée, pour « erreurs de procédure » et un nouveau procès a été ordonné. De surcroît, le médecin a fait depuis l'objet d'une nouvelle plainte de la part d'une femme qui l'accuse d'avoir tué son fils en l'opérant d'une appendicite en 2007, charge que l'on considère comme montée de toutes pièces pour le garder en prison. L'affaire relève de la compétence du Tribunal des zones tribales sous administration fédérale (FATA).

Les menaces contre Samiullah Afridi ont débuté dans un premier temps, par une prise de contact d'éléments extrémistes avec le frère de Samiullah Afridi, Abdul Munaf Afridi, qui lui ont signifié que son frère l'avocat devait cesser de défendre le médecin sinon ils feraient exploser sa voiture. Samiullah Afridi avait répondu qu'il était de son devoir et de sa responsabilité éthique de fournir une aide juridique et de défendre les personnes accusées quelles que soient les charges. Mais depuis, il avait dû renoncer à se déplacer avec sa voiture...

A l'approche du jugement du médecin annoncé pour le 18 décembre, les menaces s'étaient faites plus précises. Il lui avait été enjoint de cesser de plaider l'affaire du Dr Shakil Afridi, ou bien il serait tué ainsi que les membres de sa famille.

L'avocat a dû se résoudre à quitter le Pakistan le 11 décembre. Le pays où il s'est réfugié n'a pas été révélé en raison des risques de mise à exécution des menaces contre sa vie en tout autre lieu ; mais on pense qu'il est parti à Dubaï. D'autres membres de la famille de Samiullah Afridi ont également dû changer de lieu de résidence à la suite des menaces.

Mais en 2015, il avait voulu revenir à Peshawar et le 17 mars 2015, il a été assassiné par des hommes armés l'ont abattu de deux balles dans l'abdomen et dans le cou. Deux groupes militants talibans au Pakistan, la faction Tehrik-e-Taliban Pakistan Jamaatul Ahrar (TTP-JA) et le groupe dissident des talibans Jundullah, ont revendiqué la responsabilité de l'assassinat de Samiullah Afridi. Les deux groupes ont mentionné la défense de son ex-client, le docteur Afridi Shakeel Afridi comme étant le motif de l'assassinat. On ignore encore toutefois quel groupe a effectivement organisé l'attentat.

## 78. *Zaib Alam*

– 29 mai 2017 : *L'ancien vice-président du barreau de Mardan abattu à Mardan*

Zaib Alam Khan, se rendait aux tribunaux de Mardan lorsque son oncle maternel, Malik Fayaz Ahmad et son fils Malik Azam a ouvert le feu sans discernement, tuant l'avocat sur place dans la région de Nawakaly Turo, à Mardan. Les avocats ont observé un boycott des tribunaux après qu'un avocat de premier plan a été abattu par des proches à la suite d'un conflit foncier. Les avocats de Khyber Pakhtunkhwa ont boycotté les procédures judiciaires pour protester contre le meurtre.

Le barreau de la Haute Cour de Peshawar (PHCBA) a lancé l'appel à la grève devant les tribunaux de Peshawar et dans d'autres parties de la province. Le PHCBA a rappelé au gouvernement que la violence croissante contre les avocats conduisait à une dispense de justice et a exigé l'arrestation immédiate des responsables du meurtre de Zaib Alam. Ils ont également exigé la sécurité dans la fraternité légale de la province.

Zaib Alam était l'ancien vice-président du barreau de Mardan. Il était associé au parti Pakhtunkhwa Milli Awami.

## 79. *Muqadar Khan*

– 26 octobre 2017 : *L'avocat de Takht Bhai, abattu à Mardān*



Muqadar Khan revenait à moto le soir de son cabinet de Takht Bhai, situé à une vingtaine de kilomètres de Mardān, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa (KP), lorsque des hommes armés inconnus ont ouvert le feu sur lui, depuis une voiture. Il a été grièvement blessé et est décédé en route pour l'hôpital.

Selon les membres de la famille, Muqadar Khan n'avait aucune inimitié avec qui que ce soit.

Le président de l'Association du barreau de Takht Bhai, Qamar Zaman, a annoncé le deuil et le boycott des tribunaux pour le meurtre de Muqadar. De même, à l'appel du Conseil du barreau de la province du Khyber Pakhtunkhwa, les avocats ont boycotté les procédures judiciaires les avocats sont restés à l'écart des tribunaux de Peshawar pour protester contre le meurtre de leurs confrères. Comme dans d'autres districts, les avocats sont restés à l'écart des tribunaux de Peshawar à la suite de la décision du Conseil du barreau du KP de protester contre le meurtre de Muqadar Khan, avocat de Takht Bhai Tehsil, district de Mardan. Les membres du conseil du barreau ont condamné le meurtre de l'avocat et demandé au gouvernement et au chef de la police provinciale d'arrêter immédiatement les assassins. Ils ont également exhorté le gouvernement de Khyber Pakhtunkhwa à garantir une sécurité à toute épreuve aux membres du barreau.

## **80. Satyawan Malik**

*- 11 décembre 2017 : Abattu devant une pharmacie à Rohtak*

Satyawan Malik, 46 ans, avocat auprès des tribunaux du district de Rohtak, a été abattu par quatre individus armés à l'extérieur d'un centre commercial de Rohtak. Il revenait de Gurugram et avait garé sa voiture pour se rendre dans une pharmacie. Alors qu'il allait pénétrer dans l'officine, une jeep s'est brusquement arrêtée derrière lui et quatre individus munis d'armes, ont aussitôt sauté de leur véhicule pour le rattraper tandis que deux d'entre eux ont ouvert le feu. Deux balles l'ont frappé en pleine tête et il est mort sur le coup.

Selon la police, le meurtre trouverait son origine dans une rivalité entre les gangs car les assaillants seraient liés à Sandeep Badwasni, un gangster retrouvé assassiné dans la ville de Gohana, l'année dernière. Satyawan Malik aurait été soupçonné par la famille de la victime d'être impliqué dans l'affaire. La veuve de Sandeep Badwasni, deux beaux-frères et certains de leurs parents et amis, sont soupçonnées d'être mêlé au meurtre de l'avocat.

Satyawan Malik avait reçu des menaces et voyageait dans un SUV à l'épreuve des balles avec une sécurité personnelle.

Le barreau de district de Rohtak a décidé d'une grève d'un jour.

## **81. Noor Ejaz Chaudhry, Usama Malik, Shabir Hussain**

*- 20 juin 2017 : Violences physiques et menaces à l'audience contre les membres du cabinet d'Asma Jahangir par les avocats du meurtrier présumé*

Le 20 juin 2017, lors d'une audience de la Haute Cour de Lahore, un groupe de près de 70 avocats, venu pour soutenir l'accusé, a agressé et menacé Noor Ejaz Chaudhry, Usama Malik et Shabir Hussain, trois jeunes avocats du cabinet d'Asma Jahangir, ancienne présidente du barreau de la Cour suprême, qui défendaient la plaignante, une mère dont la fille Ayesha, 26 ans, et la petite fille, ont disparu depuis le 30 novembre 2016. Ayesha était mariée à un avocat, Maqsood Butter, qui est accusé du crime.

Le groupe d'avocats a insulté et agressé physiquement les trois avocats et a tenté de les empêcher de défendre leur cliente. Certains ont frappé la plaignante frappée, ainsi que son jeune frère, sous les yeux du juge Abdul Sammi Khan. Ils ont scandé des slogans insultants contre Asma Jahangir. Les jeunes avocats et la famille des victimes ont dû être évacués du tribunal sous la protection de la police.

## **82. Rana Ishtiaq et Owais Talib**

*- 20 février 2018: Tués lors d'une audience au palais de justice de Lahore.*

Rana Ishtiaq et Owais Talib ont été tués dans les locaux d'un tribunal de Lahore, capitale de la province du Pendjab dans l'est du Pakistan. Une personne armée a ouvert le feu tuant sur le coup Rana Ishtiaq. Les deux hommes se seraient vivement opposés en plein tribunal dans le cadre d'un litige immobilier. Par la suite, Owais Talib a été à son tour la cible de tirs et a été conduit à l'hôpital, où il a succombé à ses blessures. Le tireur serait lui aussi un avocat.

### **83. Pervez Akhtar Cheema**

– 7 février 2018 : *Abattu dans sa voiture en se rendant à une audience à Sheikhpura*

Le 7 février 2018, Pervez Akhtar Cheema, 50 ans, membre du barreau de Ferozewala, a été abattu par deux assaillants à moto alors qu'il se rendait de son domicile de Rachna à son bureau près du tribunal, lorsque ont ouvert le feu sur lui et se sont enfuis. Il a été déclaré mort à l'hôpital de Lahore

Selon la police de Ferozewala, l'avocat avait des ennemis au village de Muslim Dehor. La police a déclaré que Pervez Akhtar Cheema s'occupait d'une affaire de meurtre qui avait fait trois victimes..

le barreau de Ferozewala s'est mis en grève et a boycotté des procédures judiciaires en réclamant l'arrestation rapide des suspects.

Le juge en chef de la Haute Cour de Lahore, Muhammad Yawar Ali, a demandé une réponse de la police. Aucune arrestation n'est intervenue à ce jour.

Il s'agit du troisième incident dans lequel un avocat a été abattu à Sheikhpura. En octobre, un avocat et sa femme ont été assassinés, tandis qu'une avocate, Aalia Shehzadi, a été abattue en mai dernier.

### **84. Zainullah Khan**

– 30 mars 2018 : *Tué par balle à Swabi*

Le 30 mars 2018, Zainullah Khan, un avocat de la région de Kala a été tué par balles, à Swabi, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa. Il a été abattu par des assaillants non identifiés alors qu'il rentrait chez lui. Il est mort sur le coup, et les assaillants ont pris la fuite. Les avocats de la province de Khyber Pakhtunkhwa ont condamné le meurtre de l'avocat et exigé l'arrestation immédiate des auteurs des faits. Il existe de nombreux cas d'avocats menacés et tués dans la région. En raison des menaces les autorités leur avaient accordé une autorisation de port d'armes spécifique à leurs fonctions.

### **85. Sanam Umrani**

– 31 mai 2018 : *Assassinée pour avoir défendu son frère*

Sanam Umrani a été tuée par balle le 31 mai 2018 dans son domicile, dans le district de Jacobabad. Mère de trois enfants, elle défendait son frère, Waqar Umrani, accusé d'avoir tué sa femme Tahira Khoso en 2015. Waqar Umrani avait été tué quelques mois après le meurtre de sa femme et son corps avait été retrouvé dans une voiture dans la province du Baloutchistan.

Sanam Umrani avait été contrainte de se retirer de l'affaire dans laquelle son frère était le suspect principal. La police suspecte les mêmes personnes d'avoir tué Sanam Umrani et son frère. Ses assaillants l'ont poursuivie jusqu'à l'intérieur de son domicile et l'ont tuée devant ses trois enfants.

## 86. *Yasir Zikyria*

– 13 août 2018 : *Abattu par des inconnus à Dera Ismail Khan*

Yasir Zakariya, avocat et travailleur social, a été retrouvé mort le 13 août 2018 dans sa voiture. Après enquête, la police a conclu qu'il avait été abattu. Yasir Zakariya était un membre du parti politique islamiste pakistanais, Jamaat-e-Islami. Les avocats de la province de Peshawar ont décidé d'une grève pour protester contre le meurtre de leur confrère. Ils demandent notamment au gouvernement de d'assurer une protection effective des avocats de la province. Les assassins de Yasir Zakariya n'ont toujours pas été identifiés et les avocats de la province demandent à ce que l'enquête continue afin qu'ils soient arrêtés et amenés devant la justice pakistanaise.

## 87. *Azam Kundi*

– 24 décembre 2018 : *Le secrétaire général du barreau du district de Tank, abattu par des assaillants à moto au bazar d'Imamkhel.*



Azam Kundi se rendait comme il le faisait régulièrement de son village d'Ama Khel, dans la ressort du commissariat de Mulazai jusqu'au siège des tribunaux locaux lorsque des hommes armés ont ouvert le feu sur lui près du bazar, à Imamkhel, le tuant sur le coup.

Le meurtre d'Azam Kundi, un avocat bien connu qui était le secrétaire général du barreau du district de Tank, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, a déclenché un mouvement d'indignation et des manifestations de la part des avocats. Les manifestants ont scandé des slogans contre l'administration et le chef de la police du district (DPO) qu'ils tiennent pour responsables du meurtre. Ils ont rappelé que le président de la Cour suprême de Peshawar avait écrit une lettre à l'officier de police du district de Tank, pour lui demander de prendre des mesures « afin de protéger les avocats ». Mais que la police, qui selon les membres du barreau, ne prête aucune attention aux menaces qui pèsent sur la communauté des avocats, ne leur a affecté que trois policiers, qui leur ont été retirés presque aussitôt, notamment pour les déployer dans les bureaux de vote lors de l'élection partielle du gouvernement local dans le district.

Les membres du barreau de Tank qui estiment que le DPO en ordonnant le retrait du service de sécurité de l'avocat assassiné a fourni aux assaillants la possibilité de le tuer, en ont appelé au Président de la Cour suprême du Pakistan. Ils ont menacé de lancer une campagne vigoureuse contre les hauts responsables de la police et de l'administration du district.

## **88. Niazmeen Shah**

– 7 janvier 2019 : *Abattu dans un bazar bondé à Peshawar.*

Des hommes armés ont ouvert le feu sur Niazmeen Shah, avocat de la Haute Cour de Peshawar, en plein jour à l'intérieur du bazar de Nauthia bondé où il se trouvait, avant de s'enfuir. Niazmeen Shah a été tué sur le coup. Les membres de la famille de la victime sont descendus dans la rue et ont tenté d'incendier les maisons des tueurs présumés. Personne n'était présent à l'intérieur de la maison. Le meurtre serait lié à un litige immobilier, déjà ancienne, et qui auraient déjà provoqué le meurtre d'une personne dans la région de Bhanmari. Le barreau de la Haute Cour de Peshawar a annoncé le boycott des procédures judiciaires dans toute la province pour protester contre le meurtre. Il a également exigé la mise en sécurité des avocats de la province.

## **89. Asif Hussain**

– 1<sup>er</sup> mars 2019 : *Abattu à Kohat.*

La voiture d'Asif Hussain a été prise en embuscade près de Parachagan Banda sur la route de Hangu, alors qu'il venait de quitter son domicile dans le quartier de Khadizai pour se rendre au tribunal du district de Kohat. Il est mort sur le coup. Le meurtre est lié à un litige de propriété immobilière dans lequel certains parents du défunt sont notamment impliqués. À plusieurs reprises, Asif Hussain avait été fermement invité à ne pas s'y impliquer. Mais, malgré les menaces il a continué à défendre l'une des parties dans le différend.

## **90. Ghazanfar Ali Warraich**

– 30 mai 2019 : *L'ancien bâtonnier de Samundri, abattu à Faisalabad*

Ghazanfar Ali Warraich, ancien bâtonnier du barreau de Samundri, a été abattu sur Gojra-Samundri Road à Faisalabad, alors qu'il se rendait à son bureau sur sa moto en compagnie d'un client, un religieux local dénommé Basharat. Des hommes à moto ont ouvert le feu sur lui, le blessant grièvement. Il a été transféré à l'hôpital où il est décédé.

Le meurtre serait lié à un différend différent immobilier l'opposant à quatre personnes. Le barreau a décrété une grève et les avocats ont boycotté le tribunal.

## **91. Malik Dilawar Hussain**

– 15 juillet 2019 : *Assassiné devant son domicile*



Malik Dilawar Hussain a été assassiné devant son domicile par des meurtriers inconnus.

Le Conseil du barreau du Punjab a condamné fermement le meurtre est déclaré qu'il jetait un doute sur l'efficacité des forces de l'ordre, qui, selon ses termes « *ont misérablement échoué à fournir une sécurité à toute épreuve au public ainsi qu'à la communauté des avocats* ». Le barreau du Punjab a décrété un boycott des audiences pendant une journée.

## **92. Muhammad Saeed Khan**

- 11 octobre 2019 : Tué alors qu'il ouvrait la porte de son domicile



Muhammad Saeed Khan, membre du barreau de Tehsil qui exerçait les fonctions de procureur adjoint au tribunal de Chakdara, a été abattu, le 11 octobre 2019 par des hommes à moto alors qu'il ouvrait la porte de son domicile à Chakdara Khas.

Le barreau de Chakdara a condamné le meurtre et a lancé un ultimatum de trois jours à l'administration locale pour l'arrestation de l'accusé.

La police a arrêté trois suspects. Le meurtre serait lié à un litige foncier impliquant son oncle maternel, Muzaffar Khan.

## **93. Mohammad Imran Khan**

- 27 octobre 2019 : Abattu à Bannu, dans le district Dera Ismail Khan

Mohammad Imran Khan avocat affilié au Forum des avocats Insaf de Chambeli Chowk, à Pukhta Galli a été abattu par des assaillants non identifiés à Bannu. Blessé par balle à plusieurs reprises il est décédé sur le coup. La police a enregistré le dossier de la plainte du frère de l'avocat assassiné, Taj Mohammad Khan, et a ouvert une enquête.

## **94. Malak Iqbal Khiara**

- 27 octobre 2019 : Abattu près de Draban Khurd dans le district Dera Ismail Khan

Le même jour, Malak Iqbal Khiara, un avocat du barreau du district de Dera Ismail Khan, a été abattu par des motocyclistes non identifiés près de la région de Daraban Khurd, dans le district D.K.K.

Malak Iqbal Khiara se rendait dans sa ferme à moto lorsque des criminels inconnus ont ouvert le feu sans discernement sur lui près de Draban Khurd, sous la juridiction du poste de police de l'université. Les auteurs ont réussi à s'échapper après l'incident.

Les services de secours et le personnel de police se sont précipités sur place après l'incident et ont transféré le corps à l'hôpital. La victime a succombé à ses blessures. Les funérailles du défunt ont été célébrées sur le campus de l'université de Gomal. Un grand nombre d'avocats, de commerçants, de personnalités politiques, sociales et religieuses, de proches et de membres de la société civile ont assisté aux prières funéraires.

## **95. Humayun**

- 29 novembre 2019 : Tué d'une balle dans la tête à Bahawalpur

Humayun été tué d'une balle dans la tête par un homme, dans le quartier Ahmedpur East à Bahawalpur. Le suspect aurait interpellé l'avocat pour qu'ils s'approchen avant de tirer sur lui. Il a réussi à s'échapper de la scène.

## 96. Sajjad Hussain Dhadhra

- 4 décembre 2019 : Abattu par deux hommes à moto sur la route de Paris dans le secteur de Kotwali, à Sialkot.

Sajjad Hussain Dhadhra, un avocat bien connu de Sialkot, a été abattu par deux hommes à moto sur la route de Paris près du bâtiment de la chambre de commerce et d'industrie de Sialkot, dans les limites de la police de Kotwali à Sialkot, alors qu'il se rendait au tribunal de district. La victime a perdu le contrôle de son véhicule, blessant deux personnes à moto.

## 97. Ram Pravesh Singh

- 9 décembre 2019 : Abattu près de son domicile à Ranchi



Ram Pravesh Singh, 47 ans, a été abattu par deux hommes à moto, près de son domicile, sur la route 5 de Sarvodaya Nagar, Kanke, à Ranchi.

Les images de vidéosurveillance montrant le meurtre de l'avocat ont fait le tour des réseaux sociaux. On y voit Ram Pravesh Singh debout près de sa voiture, dans sa robe d'avocat, tandis que l'un des agresseurs marche lentement et nonchalamment vers lui cachant son arme derrière son dos puis lève soudain son bras pour tirer une balle à bout portant dans la tête de sa victime, provoquant la mort

immédiate de Ram Pravesh Singh. Le meurtrier et son complice ont réussi à s'échapper après avoir tiré.

Selon les services de police : *«L'enquête préliminaire pourrait suggérer qu'un litige foncier serait la raison du meurtre. Singh a eu un différend avec Chotu Lakra à Misir Gonda. Le 23 octobre précédent, Singh aurait déposé une plainte auprès de la police de Gonda».*

Il est cependant beaucoup plus notoire que Ram Pravesh Singh était le défenseur de Richa Bharti, une jeune fille de 19 ans de Ranchi, accusée d'avoir commis une diffamation envers le Coran dans l'un de ses messages Facebook. Richa avait demandé pourquoi seuls les musulmans pensaient à embrasser le terrorisme et pourquoi les pandits cachemiris lésés et les personnes d'autres communautés qui avaient beaucoup souffert ne devenaient pas des terroristes. Richa Bharti avait été arrêtée par la police de Ranchi après qu'une plainte ait été déposée contre elle, mais avait été mise en liberté sous caution, après avoir passé deux jours en détention, à la condition de distribuer cinq exemplaires du Coran notamment à diverses bibliothèques par le biais du poste de police local. Richa Bharti avait refusé de le faire, soutenue par Ram Pravesh Singh, affirmant que cela violait ses droits à la liberté d'expression et à la religion. L'affaire avait fait la une des journaux à travers le pays et des avocats du barreau de Ranchi, dirigée par Kundan Prakash, avaient alors protesté, exigeant le transfert du juge qui avait rendu l'ordonnance. A la suite de l'indignation généralisée contre une telle ordonnance, le tribunal de Ranchi avait finalement modifié l'ordonnance.

Le barreau de district de Ranchi a sévèrement condamné le meurtre et a appelé à la grève et au boycott des audiences, organisant une marche silencieuse dans les rues de la capitale.

## 98. *Sher Zaman Qureshi*

– 21 août 2017 : *Mandat d'arrêt délivré contre le bâtonnier du barreau de Multan pour outrage à magistrat*



Sher Zaman Qureshi, le bâtonnier du barreau de Multan, a été convoqué par la cour suprême de Lahore, le 21 août, pour répondre d'outrage à magistrat ». Le mois précédent, Zaman Qureshi, et un autre avocat, Qaiser Abbas Kazmi, se seraient prétendument mal comportés envers le juge Qasim Khan, fermant la porte d'une salle d'audience, et arrachant une plaque - incident qualifié d'attaque contre la Cour suprême de Lahore. Sher Zaman Qureshi n'a pas comparu devant la juridiction.

La Cour suprême de Lahore, dirigée par le juge en chef Mansoor Ali Shah, a alors émis un mandat d'arrêt et a ordonné au Regional Police Officer (RPO - la police de Multan) de s'emparer du chef des avocats et de le présenter devant elle.

Après l'ordonnance du tribunal, les avocats ont protesté contre le mandat et ont demandé que les ordres donnés à la police soient retirés. Les avocats se sont rassemblés en grand nombre et ont enfoncé la porte des juges de la Haute Cour de Lahore (LHC). La Cour de Lahore est alors devenue un champ de bataille entre les avocats et la police anti-émeute qui a eu recours à des gaz lacrymogènes et à des canons à eau pour les disperser.

Le Juge en chef de la Cour suprême a pris connaissance de l'incident et a transféré tous les juges du tribunal de Multan au siège du ressort. Plus tard, cependant, le Juge en chef a rétabli la juridiction de Multan sur la demande des avocats. Le Juge en chef a également formé une commission comprenant le juge Muhammad Yawar Ali et le juge Ali Akbar Qureshi afin de régler le différend. Cependant, aucun membre du barreau n'a voulu participer aux travaux de la commission. Plus tard, une formation élargie de cinq membres a été constitué pour trancher le cas des avocats en vertu de la loi d'outrage et des Règles et ordonnances de la Haute Cour de Lahore.

Selon les avocats, le fossé entre le barreau et les juges s'est creusé avec la nomination de candidats "inadaptés" à la magistrature, qui en raison de leurs comportements désagréables et de leur partialité attentent au «respect de la dignité des tribunaux ». Les barreaux de différentes villes du pays se sont mis en grève pour protester contre l'incident de Lahore. Ainsi, le conseil du barreau du Sindh, l'association du barreau de Karachi et l'association du barreau de Malir ont annoncé le boycott des tribunaux Le barreau de Lahore et le conseil du barreau de Khyber Pakhtunkhwa ont également fait des annonces de boycott similaires. Le barreau de la Haute Cour de Peshawar et les organisations d'avocats du Baloutchistan ont quant à eux, condamné l'incident.

## Contraint à l'exil

### 99. Awais Sheikh ->

– 30 septembre 2013 : Le défenseur du prisonnier indien Sarabjit Singh et sa famille ont trouvé asile en Suède après avoir reçu des menaces



Le 16 mai 2013 : il avait été enlevé avec son fils aîné, Shahrukh, près de Lahore.

Awais Sheikh, l'avocat pakistanais qui a défendu le prisonnier indien Sarabjit Singh, et sa famille ont obtenu le 30 septembre 2013, le droit d'asile en Suède après avoir subi pendant plusieurs années de graves menaces contre leur vie.

Awais Sheikh a déclaré que la Suède lui avait accordé, ainsi qu'à sa famille, un droit de « séjour permanent » et lui avait garanti la sécurité. Il a rappelé que sa vie était sous « menace constante » au Pakistan de la part des individus et des groupes opposés à l'amitié entre l'Inde et le Pakistan.

Awais Sheikh avait entrepris diverses démarches pour obtenir l'asile dans un pays étranger, depuis qu'il a fait l'objet d'un enlèvement en compagnie de son fils en mai 2013. Il avait été enlevé avec son fils aîné, Shahrukh, âgé de 29 ans, par des hommes armés peu de temps après avoir quitté son domicile, le 16 mai sur la route Burki de Lahore, selon des sources familiales. L'inspecteur général adjoint (DIG) de Lahore, Jawad Ahmad Dogar a confirmé leur enlèvement, ajoutant qu'une équipe d'enquêteurs avait été constituée pour les rechercher. Ils ont été retrouvés le jour même après que leurs ravisseurs les aient abandonnés dans la zone Sheikhpura du Pendjab, sans qu'aucune réclamation ou menaces n'aient été délivrées.

La vie était devenue intenable au Pakistan pour Awais Sheikh, depuis juin 2009, période où il avait accepté d'être l'avocat de Sarabjit Singh, condamné à mort pour son implication présumée dans une série d'attentats dans la province pakistanaise du Pendjab en 1990. Sarabjit avait été attaqué, le 26 avril 2013, par deux codétenus avec des briques et d'autres armes contondantes dans la prison de Kot Lakhpat de Lahore, au moment où il se rendait à la promenade. Après avoir reçu de graves blessures à la tête, il avait été admis à l'unité de soins intensifs (USI) au Jinnah Hospital de Lahore mais il avait succombé à ses blessures, cinq jours plus tard, le 1er mai.

Promoteur de l'amitié indo-pakistanaise, Awais Sheikh n'avait cessé de recevoir, après avoir accepté de défendre Sarabjit, des menaces, l'accusant d'être « un agent indien » ou d'agir « contre l'Etat ». Awais Sheikh a également traité les cas d'autres prisonniers indiens dans les prisons pakistanaises, en particulier à Lahore. Après la mort de Sarabjit, Awais Sheikh avait promis de soutenir les détenus indiens qui croupissent dans des prisons locales.

Awais Sheikh est aussi le président de l'initiative « Paix Pak-Inde » et l'auteur de « Samjhota Express » qui promeut la paix entre les deux nations de l'Inde et du Pakistan.

## ***100. Inamur Raheem***

– 17 décembre 2019 : *Connu pour avoir défendu les personnes arbitrairement détenues, enlevé à Rawalpindi*



Inamur Raheem, 65 ans, un avocat réputé au Pakistan pour assurer la défense des personnes détenues illégalement par les services de sécurité du pays, a été enlevé dans la nuit de son domicile dans la ville de garnison de Rawalpindi. Selon son fils, Husnain Inam, professeur d'université, plusieurs hommes armés en civil ont fait irruption chez eux et ont emmené son père dans une voiture.

Inamur Raheem, un officier militaire à la retraite devenu avocat, est bien connu pour avoir vivement critiqué les agences de sécurité pakistanaises et dénoncé les illégalités commises notamment par l'armée. Il défend usuellement les personnes détenues par l'agence d'espionnage soutenue par l'armée du pays au cours de ces dernières années.

Il avait précédemment déclaré qu'il avait été harcelé par des agences de sécurité. En 2012, il avait déposé un recours devant la Haute Cour d'Islamabad afin de contester la légalité d'une prolongation de trois ans du service du commandant militaire suprême, le général Ashfaq Parvez Kayani. Aussitôt après, il avait été victime d'une agression, à seulement 200 mètres du quartier général de l'armée.

Six hommes non identifiés l'avaient attaqué à coups de poing et de bâtons et l'avaient roué de coups, ce qui avait entraîné son hospitalisation. Les agresseurs lui avaient alors déclaré qu'ils lui donnaient une « leçon pour ce qu'il faisait ».

Inamur Raheem a été remis en liberté sous caution par la Haute Cour de Lahore au début du mois de janvier 2020, mais le gouvernement s'y est opposé et le 14 janvier la cour suprême a révoqué la décision de mise en liberté.

## ***Shafiq Ahmed Awan***

– 10 décembre 2019 : *enlevé une deuxième fois en six mois, à Okara.*



Shafiq Ahmed Awan, 38 ans, a été enlevé par une demi-douzaine de personnes en civil, à son domicile, à Okara, dans la province du Pendjab. Il a été libéré le 27 décembre 2019, après 17 jours de détention arbitraire.

Il avait une première fois été enlevé le 24 juin 2019. Détenu au secret, il avait été retrouvé sur le bord de la route dans la ville voisine de Pattaoki. Victime d'actes de torture, il avait dû être hospitalisé. Il a continué de critiquer les politiques de l'État. Fin novembre, il avait été interpellé pendant 10 heures.

Il a été inculpé sur le fondement de la loi sur la cybercriminalité, gravement attentatoire à la liberté d'expression, pour avoir transmis des messages et des informations au Mouvement Pachtoone Tahafuz (Pashtun Tahafuz Movement – PTM), considéré par les autorités comme « anti pakistanais ».

Le 10 décembre, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées à Islamabad, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, en exhortant le gouvernement à libérer des centaines de personnes qui, selon eux, ont été victimes de « disparitions forcées » par les agences de sécurité ces dernières années.

## INDEX

1. Abid Hussain...30
2. – Ali Hasnain Bukhari...35
3. Ali Mohammad Dahiri...54
4. – Ali Sher Kurd ...42
5. – Alia Shehzadi ...26
6. Altaf Hussain et Nazar Abbasi...29
7. Amanullah Achakzai...43
8. Amir Haider Shah...36
9. – Aneeqa Maria Anthony ...28
10. – Anis AA Saadi...21
11. – Aric John...25
12. – Arshad Ali Shah...33
13. – Ashfaq Qaimkhan...35
14. – Asif Hussain...69
15. – Asma Jahangir...16
16. – Atif Zaidi et Ali Muntazir...36
17. – Atizaz Ahsan, Ali Ahmed Kurd, Tariq, Munir A. Malik, Tariq Mahmood...17
18. – Awais Sheikh ...73
19. – Azam Kundi...68
20. – Badar Munir Jafri, Shakeel Jafri, Kafeel Jafri et Babar Ali Jafri...30
21. – Bilal Anwar Kasi...44
22. – Chaudhry Aslam...58
23. – Fayyaz Hussain Shah...35
24. – Furqan Ahmad...59
25. – Ghazanfar Ali Warraich...69
26. – Ghulam Haider...34
27. – Habibullah...61
28. – Humayun...70
29. – Inamur-Raheim...74
30. – Jacqueline Sultan...27
31. – Jahanzaib Alvi ...43
32. – Jalib Habib Baloch...40
33. – Joseph Francis ...22
34. – Kachkol Ali...39
35. – Kauser Saqlain...33
36. – Khalil Tahir Sindhu...26
37. – Liaquat Qureishi...53
38. – Malak Iqbal Khiara...70
39. – Malik Dilawar Hussain...69
40. – Malik Jarar Hussain...32
41. – Malik Mabroor Ahmad...37
42. – Malik Saleem Latif ...38
43. – Maqbool-ur-Rehman...57
44. – Masood Abid Naqvi...56
45. – Mian Muhammad- Tariq...57
46. – Mirza Hussein Waqar 30
47. – Mohammad Hanif Khan...55
48. – Mohammad Idris...61
49. – Mohammad Imran Khan...70
50. – Mohammad Junaid...55
51. – Mohammad Saleem Bhatti et Fahim Riaz Siddiqi ...56
52. – Mohammed Jan Gigyani...63
53. – Mohammed Kamal Khan ...54
54. – Mohammed Murtaza Chinoy...30
55. – Mohan Lal Menghwar...38
56. – Moubarak Raza Kazmi...34
57. – Muhammad Saeed Khan...70
58. – Mukhtar Abbas Bukhari...29
59. – Munir Ahmed Mirwani...40
60. – Muqadar Khan...65
61. – Naimat Ali Randhawa...59
62. – Nasrullah Warraich...56
63. – Niazmeen Shah...69
64. – Noor Ejaz Chaudhry, Shabbir Hussain, Usama Malik et ...66
65. – Parvez Aslam Choudhry...18
66. – Pervez Akhtar Cheema...67
67. – Ram Pravesh Singh...71
68. – Rana Abdul Hameed...25
69. – Rana Ishtiaq et Owais Talib...66
70. – Rana Khalid Abbas et Irfan Chohan...62
71. – Rana Shamshad Ahme...55
72. – Rao Abdul Rashid, Tanveer Ahmed Shah et Fizza Malik...60
73. – Rao Zafar Iqbal...21
74. – Rashid Rehman...19
75. – Rauf Ahmad Thakur...37
76. – Rizvam...28
77. – Saif-ul-Malook...20
78. – Sajid Chaudhry...61
79. – Sajjad Hussain Dhadhra...71
80. – Salahuddin Haider Jafri et Ali Raza Haider Jafri...31
81. – Saleem Raza...57
82. – Samiullah Afridi...64
83. – Sanam Umrani...67
84. – Sardar Ameer Khan...58
85. – Sardar Mushtaq Gill...23
86. – Satyawan Malik...66
87. – Shahbaz Gormani...24
88. – Shahid Abbas Shirazi...36
89. – Shakeel Ahmed Jan Bangash et Ali Ahmed Jan...33
90. – Shakir Ali Rizvi...31
91. – Sher Zaman Qureshi ...72
92. – Wakil Sahib Khan Kanasaro...61
93. – Waqar ul-Hassan Shah...34
94. – Yasir Zikyria ...68
95. – Zahir Abbas Naqvi...32
96. – Zaib Alam...65
97. – Zain Ghaffar...58
98. – Zainullah Khan...67
99. – Zaman Marri ...41
100. – Zia Alam ...55

– 8 août 2016 : le massacre de Quetta

Au moins 54 avocats réunis à l'hôpital de Quetta après la mort du président du barreau du Baloutchistan tués dans un attentat-suicide. 92 avocats ont été blessés. (Voir pages 45 à 52).

Abdul Nasir Kakar  
Abdul Rashid  
Abdullah Achakzai  
Adnan Kasi.  
Aimal Khan Watanyar  
Ainuddin Nasar  
Amanullah Langove  
Arthur Victor  
Askar Khan Achakzai.  
Attaullah Kakar  
Bashir Ahmed Kakar  
Bashir Ahmed Zehri  
Baz Mohammad Kakar.  
Chakar Rind.  
Dawood Kasi.  
Faizullah Khan Sargarah  
Feroz Khan  
Ghani Jan Agha  
Ghani Mashwani  
Ghousuddin  
Ghulam Farooq Badini  
Ghulam Haider Kakar  
Ghulam Muhammad.  
Gul Zareen Kasi.  
Hafeezullah Khan Mandokhail  
Hafeezullah Mengal  
Jamal Abdul Naseer.

Jamil ur Rehman Qazi.  
Malik Wazeer Kasi.  
Manzar Siddique  
Mir Mehmood Ahmed Lehri  
Muhammad Ali Satakzai  
Muhammad Ashraf Sulehri  
Muhammad Ayub Sadozai  
Muhammad Imran Sheikh  
Muhammad Saleem Butt  
Muhibullah  
Munir Ahmed Mengal  
Naqeebullah Tareen  
Naseer Langove  
Nooruddin Rakhshani  
Noorullah Kakar  
Qahir Shah.  
Qaiser Sherani Khan  
Qazi Bashir.  
Rehmat Kharotai  
Sabir Ali  
Sarfaraz Sheikh  
Sher Gul Davi  
Sunghat Jamaldini.  
Syed Ziauddin  
Taimoor Shah Kakar  
Waqas Khan Jadoon

RAK |  
Rechtsanwaltskammer  
Berlin



Barreau  
de Luxembourg IDHBP



Institut des droits de l'homme  
du Barreau de Bordeaux



RAK |  
Rechtsanwaltskammer  
Berlin



ORDRE DES AVOCATS  
DE GENÈVE



Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados

*Les rapports de l'Observatoire mondial des violations des droits de la défense et des droits des avocats*

*Déjà parus*



2006



2007



2008



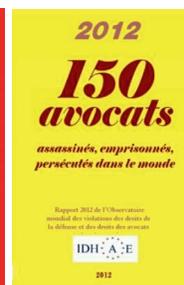
2009



2010



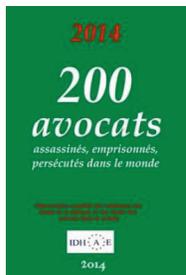
2011



2012



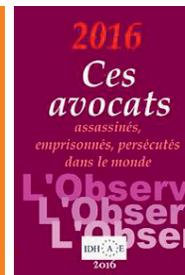
2013



2014



2015



2016



2017



2018



2019

2018 2019

Les rapports 2005 à 2018 sont épuisés.

Maquette, Conception et Réalisation

*Vera Durant-Faber*

**COPYMÉDIA**

 imprimifrance  IMPRIM'VERT®

Achevé d'imprimer en février 2020

par [www.copy-media.net](http://www.copy-media.net)

Avenue de Gultayne - 33610 CANÉJAN

Dépôt légal : février 2020